Vol. 5, No. 22 • Du 14 au 20 Décembre 2011
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

VISITE DE OPRAH WINFREY EN HAÏTI!

Voir page 4

Oprah la «femme la plus élégante du monde» en tournée en Haïti, en compagnie de l'acteur Sean Penn



Au cours de cette mobilisation, des victimes ont apporté des témoignages émouvants sur le Choléra. Le représentant du BAI, l'avocat Mario Joseph, a profité de l'occasion pour dénoncer l'hypocrisie qui règne au moment de la commémoration du 63e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ce 10 décembre

16 desanm 1990 sa a...

page 5



Amnesty International:
« Le silence peut tuer une démocratie »

Page 8



USA : l'Empire le plus violent de l'Histoire !

Page 10



Des allocations familiales au Venezuela

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Une solidarité de reconquête coloniale !

Par Berthony Dupont

Le vendredi 9 décembre dernier, l'ambassadeur américain en Haiti Kenneth Merten, a prononcé un discours à son domicile en l'honneur des membres de la Chambre de Commerce Américaine en Haiti (AmCham). Dans ce discours, il a souligné que « l'Amcham a, depuis ses débuts en 1980, toujours soutenu avec succès les marchés privés, les investissements, l'échange commercial entre Haiti et les Etats-Unis, et tout ceci dans un cadre de responsabilité sociale et d'éthiques » Mais l'ambassadeur a omis de préciser que, depuis lors, Haiti ne fait que reculer au lieu d'avancer vers le développement et le progrès. Le mépris social, c'est bien le mot qui qualifie le mieux l'action des Etats-Unis à l'égard d'Haiti. On peut catégoriquement dire que depuis ces transactions le pays va de mal en pis approchant dangereusement le néant.

Certes, depuis les années 70, Haiti se trouve placée au cœur d'un vaste et immense projet du capital international, le cartel des grands pays industrialisés. Et si actuellement Haiti est dans cet état, c'est grâce au complot du plan américain planifié bien avant 1980 à l'Initiative du Bassin des Caraïbes (CBI) de Ronald Reagan dans le Document de Santa Fe.

Dans ce document, un passage affirmait que « la nourriture est une arme dans un monde en guerre » d'où l'idée réactionnaire que les pays latinos américains devraient arrêter leur production de vivres pour désormais importer des Etats-Unis. Ce plan visait essentiellement à déstructurer l'économie paysanne des pays agricoles pour mettre en place une économie de sous-traitance. En vérité, il faut le dire, c'est le plus grand mal fait à notre agriculture de l'avoir contournée, ce qui a également détruit et ruiné notre paysannerie, force qui entre 1915 et 1934 avait héroïquement combattu l'occupation et l'asservissement impériaux des Etats-unis.

La mission américaine à partir des années suivant la mort de Duvalier, a décidé de changer la vocation économique d'Haiti par l'application du projet néolibéral et depuis lors, ce fut l'invasion silencieuse de l'USAID, qui a pris en main le contrôle et la gestion du pays. Nous voyons mal dans ce cas que l'ambassadeur US vienne nous dicter que « l'investissement est la véritable clé pour rendre le peuple haïtien plus prospère, ce qui permettra à la nation en retour, d'être plus indépendante et souveraine. Les investissements créent les emplois dont Haiti a tellement besoin, et quand les gens trouvent de l'emploi, ils ont la dignité qui en découle puisqu'ils sont en mesure de subvenir aux besoins de leurs familles et détiennent la liberté de pouvoir faire leurs propres choix. Tout comme les investissements profitent non seulement au peuple haïtien, mais également à l'État haïtien en lui permettant de générer des revenus à partir des taxes perçues. Ces revenus peuvent servir à financer de meilleures écoles, de meilleurs hôpitaux, un système de transport moderne, et plus de policiers mieux équipés pour assurer la sécurité dans les rues en Haiti » Mais depuis ce laps de temps, ces investissements qu'ont-ils fait de concret pour le pays, sinon nous ruiner davantage.

Il continua « je comprends que certains Haïtiens se plaignent qu' Haiti soit comme on l'appelle «la république des ONGs», et que d'autres également appellent au départ de la MINUSTAH. Pour que Haïti soit vraiment en mesure de prendre sa destinée en main, pour que l'Etat haïtien soit en mesure d'assumer ses responsabilités envers le peuple haïtien, il doit avoir de l'argent pour payer et entretenir une plus grande force de police ou prendre en charge les services sociaux qui sont actuellement fournis par les ONG et les Nations unies. Il n'y a pas d'autre moyen. ».

Ce discours du diplomate américain est justement tenu pour honorer et encourager les projets du parc industriel à Caracol. C'est dans cette perspective que Kennett disait qu'il applaudit l'initiative prise par le Président Martelly et le Conseil Consultatif Présidentiel pour le Développement Economique et l'Investissement.

A ce compte, nous pouvons affirmer que tout ce que disait Martelly en faveur de Cuba et du Venezuela à l'égard d'Haiti n'était que pure démagogies, puisque c'est contre cette politique même que les impérialistes veulent appliquer en Haiti que luttent Cuba, le Venezuela, l'Equateur et tant d'autres pays de l'Amérique latine qui étaient eux aussi visés par le plan américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la création de la Celac pour mettre en déroute le projet machiavélique des Etats-Unis en Amérique Latine et les Caraïbes.

Cette politique entamée en Haiti depuis les années 80, avec les industries d'assemblage, vise à procurer à la main-d'oeuvre la nourriture nécessaire tout juste pour survivre avec un salaire de famine qui les empêche de crever. Ces ouvriers-ères ne vont recevoir aucun salaire capable de les aider à se nourrir convenablement et subvenir dignement aux besoins de leurs familles. Alors, dans ces conditions, il est difficile d'imaginer cette « victoire » pour le pays dont parle avec tant d'emphase le diplomate américain.

N'en déplaise à ceux qui continuent de s'émerveiller devant l'application du programme neoliberal, ce programme qui continue la déstructuration de la paysannerie. Voilà pourquoi nous les progressistes, nous devons donc dénoncer de toutes nos forces cette politique d'aveuglement qui tend ni plus ni moins qu'à enfermer le pays dans une économie d'esclaves heureux, à qui ils pourraient couper les vivres à la moindre révolte populaire.

Grave scène de violence dans la zone métropolitaine, 3 morts, 2 personnes enlevées

Par Jackson Rateau

Le soir du vendredi 9 novembre dernier, à Santo 17, nord de Port-Au-Prince, aux environs de 6 heures, Moïse ST Pierre, agent policier affecté à la Brigade d'Intervention Motorisée (BIM), a été abattu par des bandits armés.

Le policier Saint Pierre qui se trouvait, aux environs de 5 :30 heures, dans sa base au commissariat de la Croix des Bouquets, a reçu un appel téléphonique d'un individu, lui demandant de le secourir à Santo 17. L'agent s'est hâté de saisir sa moto, puis est parti à destination. Ainsi pris dans le traquenard des voyous, le policier a été neutralisé par un groupe de bandits armés qui l'ont criblé de balles, puis ont brûlé son corps jusqu'à ce que carbonisation s'ensuive. Ils sont partis ensuite avec sa moto…Par le même numéro de téléphone, ils ont aussi menacé son frère, lui disant : Vous êtes le suivant. Nous vous arrivons tout de suite », a précisé le porte-parole de la PNH, Gary Desrosier. « Ça fait un total de 30 policiers abattus pour l'année 2011

Par ailleurs, le mardi 6 décembre, dans le quartier de Delmas 2, zone Saint Martin, Port-Au-Prince, Baby Joazile, agent I, issu de la 20e promotion de la PNH, a été abattu de plusieurs balles dont une à la tête, alors qu'il s'apprêtait à regagner son domicile dans le quartier. Selon certains riverains de la localité, l'incident fait suite à une grave scène de violence survenue depuis la matinée entre 2 groupes rivaux qui se battaient à coups d'armes à feu. Lors de cette scène, un individu a été tué par un policier.

D'autre part, le jeudi 8 décembre dernier, au centre ville de Port-Au-Prince, un homme d'affaire, importateur et banquier et une femme médecin, ont été enlevés par des bandits armés. Jus qu'au lundi 12 décembre, les victimes se trouvaient encore entre les serres de leurs ravisseurs. Ces derniers ont réclamé d'importante somme d'argent (des centaines de milliers de dollars US) en guise de rançon contre la libération des otages.

Vive tension à Grand Goâve, 3 arrestations

Dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 décembre, un mouvement de vive tension a mis en émoi la ville de Grand Goâve, qui a conduit à l'incendie d'une boutique de Digicel située près de l'Eglise Saint François d'Assise au centre ville et également d'une moto. Il s'agit en effet, pour cause de cet incident, du candidat Kelly Jean Vernet, participant au concours « Digicel Star », classé 2e gagnant à ce concours. Suite à ce résultat jugé truqué, la population, rouge de colère, a investi les rues, taxant les membres du jury de magouilleurs. Elle a aussi menacé de faire disparaître l'antenne de la compagnie Digicel.

En contrepartie, les parents de l'artiste Kelly J Vernet, Mr Et Mme Gosset Vernet, ont suggéré à la compagnie Digicel de construire un marché public, de façon à mieux atteindre la satisfaction des mandants qui ont voté l'artiste.

L'artiste Jean Vernet, pour sa part a remercié la population de l'avoir voté. Il lui a aussi demandé de garder son calme.« Je me sens vraiment fier d'atteindre ce niveau, et ceci, grâce à l'appréciation de mes fans qui m'ont voté. Je leur demande tous de garder leur calme. Je les remercie chaleureusement de m'avoir supporté sans réserve. Un support viril qui m'a permis d'être classé deuxième dans ce concours…».

Par ailleurs, dans le cadre de cette tension à Grand Goâve, occasionnant l'incendie de la boutique de Digicel et une moto, les agents de la PNH, ont procédé à l'arrestation de 3 individus. Ils sont accusés d'être les auteurs de ces actes.

D'autre part, selon un originaire de Grand Goâve, James Steven, dialoguant sur l'incident avec Radio Kiskeya, les informations faisant savoir que des manifestants en colère, ont incendié une boutique de la Digicel, seraient archi-fausses. Il s'agirait purement et simplement d'un container appartenant à un particulier et contenant un certain nombre d'appareils de téléphones portables et autres accessoires y relatifs.

Une fillette de 12 ans gravement blessée par balle

La semaine écoulée, du côté de la Rue Mgr Guilloux, proche du Palais National, une fillette de 12 ans, Cristina Luxama, élève de la 8e année fondamentale au Collège Bird, a reçu une balle à la fesse. Elle était avec sa mère qui l'accompagnait à l'école.

Selon les déclarations de la dame, l'enfant a reçu le projectile lors d'une échauffourée entre la police et la population. Elle et sa fille, gravement blessée, ont été conduites à l'hôpital par les policiers ; ceux-ci les ont ensuite abandonnées. Elle est actuellement au bord du désespoir, car l'enfant se porte très mal.« Je suis Rachelle Fontaine. J'ai ma fille de 12 ans, élève de 8e année fondamentale au Collège Bird. Je l'accompagnais à l'école lundi dernier (7 décembre). Arrivées près de la DGI, des gens se mirent tout à coup à courir, alors que des policiers à bord d'une camionnette de la PNH, sautant par terre, se mirent à tirer à tout bout de champ. Moi, la main de ma fille serrée dans ma main, je file à toute jambe. Nous allions traverser la Rue de la Réunion, proche de l'Ecole Madame Boisson quand ma fille a reçu une balle à la fesse. A bord de la même camionnette de la PNH, nous avons été transportées à l'Hôpital Général par les policiers. Ils ont écrit le nom de l'enfant. Comme j'étais affolée, je n'ai pas eu le temps de noter le numéro du véhicule. Je n'ai pas pensé non plus qu'ils allaient m'abandonner. Depuis lors ils ne sont jamais revenus nous voir. Les médecins me disent que, faute de matériels, il leur est impossible d'extraire le projectile. L'enfant se porte très mal. Elle ne peut pas se tenir debout. Elle souffre terriblement. C'est ma fille unique », s'est plainte en larmes, Rachelle Fontaine, la mère de la petite Cristina.

16 propriétés confisquées dans les départements de l'Ouest et du Sud-est

Selon ce qu'a annoncé le Bureau des Affaires financières et Economiques de la PNH, (BAFE), 16 propriétés appartenant à des escrocs haïtiens, trafiquants de stupéfiants, ont été confisquées, 195 personnes, ayant les mêmes chefs d'accusation, sont dans le collimateur de la police et la justice haïtienne. Les dealers de drogue, propriétaires des biens ci-dessus, ayant été jugés et condamnés par la justice américaine, attendent qu'ils soient extradés sous peu dans leur pays d'origine, Haïti. Selon le rapport du BAFE, publié le mois dernier, 10 immeubles parmi les propriétés confisquées, et faisant partie du domaine de l'Etat haïtien, sont d'une valeur marchande d'un million cinq cents mille dollars US. Six autres propriétés confisquées dont terrains et plages se trouvent respectivement dans le département du Sud-est.

Insécurité en Haïti :

Les bandits défient les forces de l'ordre

Par Yves Pierre-Louis

En dépit de tous les dispositifs de sécurité, incluant environ mille (1000) policiers, renforcés par des soldats des forces d'occupation de l'ONU, mis en place depuis quelques jours par les autorités de la sécurité publique, dans les zones métropolitaines de la capitale, des bandits armés continuent quotidiennement d'endeuiller les familles haïtiennes. Toutes les couches sociales ont été frappées de l'insécurité récurrente. Au cours d'une semaine, deux policiers ont trouvé la mort de balles assassines des bandits. Il s'agit de Baby Joazil et de Saint-Pierre Moïse. Le premier a été abattu mardi 6 décembre dernier, dans la soirée par des bandits armés dans la zone de Delmas 2 où il était né et a grandi, alors qu'il regagnait son domicile. Baby Joazil était un agent I, affecté au sous-commissariat de Marché Salomon à Port-au-Prince, membre de la 20e promotion de la Police Nationale d'Haïti (PNH) et le 29e policier tué depuis le début de l'année 2011.

Le dernier a été tué le samedi 10 décembre 2011 à Santo 17, au Nord de la capitale, également par des bandits armés, alors qu'il venait de laisser son domicile pour aller répondre à un rendez-vous. Saint-Pierre Moïse était affecté à la Brigade d'Intervention Motorisée (BIM). Après l'avoir lâchement assassiné, les bandits ont mis le feu à son cadavre et emporté son arme et sa moto, il est le 30e policier tué au cours de l'année 2011.

Le porte-parole adjoint de la PNH, Gary Desrosiers a confirmé l'assassinat des deux policiers. Il a annoncé l'ouverture d'une enquête afin de faire la lumière sur les crimes. Il a profité de l'occasion pour demander à la population de continuer à collaborer avec les forces de l'ordre pour les aider à faire échec aux activités criminelles des malfrats, qui défient les dispositions des autorités de la sécurité publique.

Dans l'escalade des activités banditismes qui règnent dans les zones métropolitaines de la capitale, une personne a été morte et une autre blessée dans la nuit du lundi 5 et mardi 6 décembre, lors des échanges de tirs des individus armés entre la rue Saint-Martin et la route de Delmas 2, Centre de la capitale.

Au centre-ville de Port-au-Prince, ce même lundi 5 décembre dernier, il était environ 6h du matin quand une élève de collège Bird, âgée de 12 ans, à la rue des casernes a reçu une balle à la fesse. Selon la mère de la petite fille, des agents de la PNH à bord d'un véhicule lançaient des projectiles à tort et à travers, sans vraiment aucune nécessité, parce que les passants circulent trop librement dans les aires du Champ de mars.

Le lundi 12 décembre 2010, les corps de 3 jeunes hommes apparemment tués par balles au cours de la nuit du dimanche 11 au lundi 12 décembre ont été découverts à la rue du centre, centre de la capitale. On ignore leur identité. Alors qui a tué ces trois jeunes garçons et pourquoi ? Les agents de la PNH ou les bandits armés !

Entre-temps des cas d'enlèvement ont été aussi enregistrés à Port-au-Prince, le nommé Sylvain Blanca âgé de 49 ans a été kidnappé par trois (3) individus à Lillavois 1, après avoir effectué un « payrrol ». Le mercredi 7 décembre, lors d'une intervention policière, les agents de la PNH de la commune de

Suite à la page (19)

Choléra-MINUSTAH : Les victimes exigent justice et réparation

Par Thomas Péralte

En lieu et place de commémoration du 63e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme (DUDH), environ un millier de victimes de Choléra-MINUSTAH-ONU ont participé à une grande mobilisation qui s'est tenue à Saint-Marc, le vendredi 9 décembre 2011, devant la base de la MINUSTAH pour exiger justice et réparation. Cette mobilisation a été réalisée par le Bureau des Avocats Internationaux (BAI) avec le support du groupe d'action de la défense des droits humains (GADH). Des victimes du choléra importé par les casques bleus de l'ONU, venues de plusieurs communes du bas de l'Artibonite, ont manifesté pendant plus de deux heures de temps pour forcer l'ONU à donner une réponse à leur plainte portée par devants ses instances.

Marc-Arthur Mésidor du GADH, l'animateur principal a fait savoir qu'on commence ici, dans l'Artibonite la mobilisation où l'on a enregistré le premier cas de Choléra en Haïti : « On va décréter la permanence un peu partout dans le pays pour exiger justice et réparation pour des milliers de victimes de Choléra. », a-t-il lancé.

Il a également demandé aux autorités haïtiennes la mise sur pied d'une commission permanente de réclamation pour faciliter le processus de réparation en faveur des victimes.

Au cours de cette mobilisation, des victimes ont apporté des témoignages émouvants sur la maladie du Choléra qui a déjà fait plus de 7 mille morts et plus de 500 mille victimes contaminées. Dans la foulée, deux témoignages ont retenu l'attention du public, celui d'une jeune fille orpheline de père et de mère, tous deux décédés des leur contamination par le Choléra, laissant derrière eux 5 enfants, dont l'un d'entre eux est paralysé : « Je suis l'aînée de la famille. Le Choléra a tué ma mère et mon père, ils ont laissé 5 enfants sur mes bras. Je dois me débrouiller pour les aider, pour les nourrir. Parfois d'autres personnes qui nous sont familières nous donnent quelque chose. Nous n'avons personne d'autres pour nous aider. Nous voulons avoir réparation et justice. » a-t-elle fulminé.



Environ un millier de victimes de Choléra-MINUSTAH-ONU ont participé à une grande mobilisation qui s'est tenue à Saint-Marc, le vendredi 9 décembre 2011, devant la base de la MINUSTAH

Une autre victime venue de la Chapelle a entonné des vers contre la MINUSTAH, accusée de vol, de viol, de violation des droits de l'homme, de la propagation de l'épidémie de Choléra, de génocide sur la population haïtienne. Dans la foule, des manifestants ont scandé des slogans hostiles à la Minustah, ils ont pointé du doigt quelques soldats de l'ONU qui regardaient les manifestants chauffés à blanc. D'autres ont tenu pancartes en mains demandent justice et réparation pour toutes les victimes de Choléra-MINUSTAH.

L'un des représentants du Collectif de mobilisation pour dédommager les victimes du choléra, Yves Pierres, dans ses propos a déclaré : « Haïti est membre de l'ONU non pas pour nous apporter le Choléra, pour venir violer les droits du peuple haïtien, sa souveraineté en imposant une force d'occupation. Elle est membre de l'ONU pour l'aider à résoudre les problèmes sociaux tels : l'éducation, la Santé, la justice, l'environnement … Voici qu': au lieu d'aider à Haïti à résoudre ces problèmes, l'ONU ajoute un autre fardeau aux calamités du peuple haïtien. Le peuple haïtien droit maintenir la mobilisation afin d'obtenir justice, réparation et le départ sans condition des forces de l'ONU d'Haïti, le plus vite possible. »

Le représentant du BAI, Mario Joseph, a profité de l'occasion pour dénoncer l'hypocrisie qui règne au moment de la commémoration du 63e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ce 10 décembre. Selon lui, le BAI voit de mauvais œil la célébration cette année de la Déclaration pendant que des centaines d›Haïtiens continuent à rendre l'âme sous l'agressivité du choléra introduit dans le pays par les casques bleus de l'ONU. En lieu et place de la célébration, le BAI préfère rejoindre les victimes dans leur mobilisation pour revendiquer justice et réparation. « Le thème retenu cette année est : Célébrons les droits de l'homme. Mais, les responsables des Nations Unies ignorent que le peuple haïtien a des droits, ils nous apportent le choléra et nous violent. » a-t-il déclaré.

Il a annoncé également d'autres mouvements de protestation qui seront organisés au Plateau Central, le premier Janvier 2012 pour forcer l'ONU à réparer toutes victimes du Choléra en Haïti. Dans les règlements de l'ONU, 50.000 dollars sont prévus pour les personnes affectées et 100.000 dollars pour les personnes décédées de l'épidémie de Choléra. Plus de 5.000 victimes ont déjà porté plainte par devant les instances de l'ONU depuis le 3 novembre dernier.

Selon un document publié conjointement par l'Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti (IJDH) et le Bureau des Avocats Internationaux (BAI), document intitulé : « Les Haïtiens victimes de Choléra de la MINUSTAH disent à l'ONU : Haïti est aussi partie de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, (DUDH) ». En ce jour de commémoration de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les victimes du Choléra de la MINUSTAH demandent urgemment le respect de leurs droits.

Visite de Oprah Winfrey en Haiti!

Par Mona Péralte

Oprah Gail WINFREY, célèbre vedette de télévision aux Etats Unis, animatrice et productrice américaine du talk show télévisé The Oprah Winfrey Show visite Haïti depuis le dimanche 11 Décembre, dans le cadre d'une tournée, elle est accompagnée de Kim Kordashian. C'est le Ministre des Affaires Étrangères Laurent Lamothe, accompagné du nouveau Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, M. Pierre Richard Casimir et de son chef de Cabinet, M. Ady Jean-Gardy, qui les ont accueillies au Salon Diplomatique de l'Aéroport International Toussaint Louverture.

Winfrey escorté par des agents de sécurité, a visité des tentes en compagnie de l'acteur Sean Penn, qui a contribué à créer un groupe d'aide apportant des secours aux personnes qui vivent dans les campements. Winfrey déclare que les efforts de Penn seront en vedette dans un programme à venir sur son réseau d'Oprah Winfrey. « Cela fait partie du chapitre suivant, allez dans le monde pour voir des cas intéressant et fascinant des exemples profonds de ce qu›on peut faire pour établir une différence dans le monde » a déclaré Oprah Winfrey à des journalistes lors de sa visite du camp de golf du Country Club à Delmas 48.

Penn pour sa part a fait savoir qu›il a salué l›intérêt de la «femme la plus élégante du monde» qui prévoit d›aider Haïti. Il ajouta « Tous ceux qui ont passé quelque temps en Haïti savent combien il est important pour le monde de voir ce qui se passe ici. ... Nous apprécions vraiment qu›elle soit là avec nous»

Le journal le Matin rapporte qu'au cours de la journée du mardi 13 décembre, Oprah a dîné avec le président Michel Martelly et la Première dame Sophia Martelly. Elle a visité l'atelier de la Caribbean Craft art workshop où elle a été reçue par Magalie Dresse et le designer Donna Karan.

Ce même dimanche est arrivé également dans le pays, le dirigeant de l›organisation Nation of Islam, l'honorable Louis Farrakhan dans le cadre d'une tournée précise de 5 jours. M. Farrakhan profitera de son séjour pour inaugurer, à la Plaine du Cul-de-Sac, une centrale de traitement d›eau potable, alimentée à l'énergie solaire. Cet investissement à caractère humanitaire, devrait fournir gratuitement à la population, 30,000 gallons d›eau potable par jour «... nous allons apporter, si Dieu le veut, deux autres appareils de purification d›eau, et nous allons en donner un aux chrétiens, et l'autre aux musulmans. Nous leurs demandons de ne pas charger d›argent aux bénéficiaires de ces machines, qui peuvent produire 30,000 gallons d›eau par jour... » a déclaré le Guide religieux, qui a annoncé son intention d›attirer en Haïti, des investisseurs du monde islamique.



Environ un millier de victimes de Choléra-MINUSTAH-ONU ont participé à une grande mobilisation qui s'est tenue à Saint-Marc, le vendredi 9 décembre 2011, devant la base de la MINUSTAH

Le Guide religieux a dit soutenir le vaudou qu›il qualifie de religion de liberté et entend avoir des réunions avec des leaders religieux haïtiens de tous les secteurs (catholiques, protestants et vodouisants) «... le vaudou c›est ce que je suis venu apprendre en Haïti, parce que je connais déjà le christianisme et l›islam, mais je ne connais rien du vaudou. En aucune façon Haïti ne peut retourner à sa situation d›avant si nous ne respectons pas le vaudou et les personnes qui ont donné à Haïti la liberté. J'espère rencontrer les leaders vaudou, de l›islam et ceux de la religion chrétienne pour que je puisse voir les points communs, qu›il y a à travers toutes ces grandes traditions afin que le peuple haïtien puisse s›unifier totalement... »

Farrakahn qui restera en Haiti jusqu›au 15 Décembre, a insisté pour dire qu›il était dans le pays pour « apprendre d›Haïti et des Haïtiens »

DÉCÈS



Haiti Liberté vous fait part de la mort de Leslie Antoine, bien connu sous le nom de Yéyé, survenue le samedi 10 décembre en cours à Kings County Hospital après une longue maladie courageusement supportée.
La veillée funèbre a eu lieu le mardi 12 décembre à Guarino Funeral Home où se sont rencontrés de 4hres à 9hres pm les membres de sa famille, des parents et amis qui ont salué son départ.
Les funérailles ont été chantées à l'Eglise Holy Family à Flatlands, coin Rockaway le mercredi 14 décembre 2011.
Condoléances à tous ceux affectés par cette grande perte.
Pour information, contactez sa soeur Ninon Voigt au **718-778-0340**

16 desanm 1990 sa a…

Gen dat nan listwa peyi nou ki pap janm ka efase nan memwa nou. Genyen ki mete fyète nan kè nou, tankou 18 novanm 1803 dat esklav revòlte yo mache pran Vertières grenadye alaso sa ki mouri zafè a yo. Dat tankou premye janvye 1804 lò Dessalines ak tout jeneral li yo pwoklame Endepandans Ayiti, peyi lib e libè devan Lafrans, devan lemond antye. Gen dat tou ki kite gwo mak sou po do nou, mak ki pap jan geri, tankou 17 oktòb 1806, lò fòs fè nwa yo fè gwo konplo touye lanperè paske ansyen lib yo pat vreman sòti pou kite nouvo lib vin egal ego nasyonal nasyono menm jan ak yo.

Anpil lane pase, anpil chirepit fèt nan mitan klas posedant nan. Nèg yo goumen, yo chanje prezidan, yo fè pèp pwomès, yo mistifye mas yo ak kesyon koulè a. Nan peyi a vin gen «*les plus capables*» ak «*le plus grand nombre*». Men tousa se teyat, tousa se rizib oun bann madigra malmaske. Menm lò Acaau mete verite a atè, agripa yo kenbe afè koulè a tennfas. Yon Acaau ki malgre li pat save, te konnen menm avan Marx ke chirepit la, *cette chirépitude*, se te pase pran m, m a pase rele w, se te menmman parèyman, menm aloufa yo, menm aganman yo.

Ti ponyen klas dominant nan ki byen souvan li nan tetelang ak Mouche Blan, Mouche Kouman, li monte prezidan, li desann prezidan, voye yo anegzil. Li menm fizye Salnave paske li te twò popilè nan mas yo. Yo fè, yo defè, yo refè, yo manke fè, se toujou fè k ap koupe fè. Rive yon lè, atoufè yo bay *quatre présidents en deux ans*. Jal Oscar Etienne fè masakre konbenn prizonye nan Penitansye nasyonal. Pèp la pran mouche, yo fè l tounen andui. Sa pase le 27. Nan dat 28, apre lantèman, pèp al dèyè Vilbrun, yo rache l, lote l, tankou ti sale.

Tonton Sam ki te bezwen van pou l al Lagonav, malfini meriken an ki te bezwen foure pye l nan janm kanson nou tou pwofite fòfile kò l. *Ce fut l'occupation*. Blan yo debake nan dat ki te 28 jiyè 1915, yon dat ki jouk jounen jodi a ap fè kè tout ayisyen sere. Yo ban nou Konstitisyon yo vle, lwa yo vle. Yo blayi prejije yo payapaka, yo chanje non ri yo, yo vin ak yon lòt lang, yo tankou nan jaden papa yo, yo fè nou fè travo fòse, anfen, anfen, serafen pye fen. Charlemagne Péralte eseye sove lonnè peyi a, men yon trèt yo bay pou Conzé vann kokennchenn gason sa a. Blan yo ansasinen l, epi depi lè sa a, *plume ne grouille*.

Men Mouche Blan tèlman fè, tout klas sosyal yo leve dèyè l. Mamit la bouyi, jenès la, entelektyèl konsekan yo, patriyòt yo met bouch nan sa. Blan yo te sètoblije rache manyòk yo an 1934. Mentou, avan y ale yo kite nan men klas posedant yo oun fwèt kach yo te rele Gendarmerie d'Haïti pou kenbe tout ansyen kòmandan lawondisman yo, tout ansyen kòmandan laplas yo, mensitou mas yo, an respè. Lò lelit la resevwa pouvwa a de Mouche Blan, li tonbe fè eleksyon. Yo antann yo pou met prezidan pa yo. Chirepit nan lachanm, simagri nan salon, se toujou menm yo menm yo. Yo fè souflantyou fè chante pou prezidan yo. Pou Sténio Vincent, yo te konn chante : «si gen yon mounn ki renmen pèp la se prezidan Vincent, se li ki bay konmès detay la, ala yon bon gason» . Pòv pèp, ak 2 kout tafya, kèk kout vaksin, yo fè l danse, yo fè l rele viv. Depite ak senatè toujou ap eli nèg ki pou fè gran nèg yo kontan.



Aristid devan ap pale, epi Evans Paul, Kplim dèyè l ak yon kòk kalite lan men l

Menm lò Magloire ak Duvalier monte *au suffrage universel*, pèp pa vreman gen lawa ochapit, se lame ki kontwole chèf seksyon ki yomenm mennen pèp al vote pou grandon ak gwo boujwa yo ka toujou opouvwa.

7 fevriye 86 sonnen bleng. Yon dat ki te grave nan memwa nou ajamè, paske lit ak rezistans pèp la, presyon òganizasyon popilè fòse gwo makak 50 etwal la vin anbake ti makak dyòl bòkyè li a, kidonk bonbonfle Jean-Claude. Men se maskarad paske nou pral tonbe nan yon Duvalier san Duvalier. Militè yo woule nou nan farin latwonpans. Ata Manigat gentan pran woulib nan machin lanmò militè yo. Nèg an jòn yo fè kont gagòt yo, kont malsite yo, kont abi yo, kont vyolans yo. Men se toujou Mouche anbasadè meriken ki *mène le bal*. Li tèlman se li ki sèl òkès k ap frape mizik kadans ranpa l, li rale nan manch chemiz li oun fiyèt lalo. Li fè Ertha Trouillot prezidan, san eleksyon. Anpil nèg ki pat wè klè nan jwèt la bat bravo: *une première*, oun fanm prezidan. Viv egalite fanm ak gason ! Mèsi Mouche Blan, ou se bon papa. Ou menm pare pou ban nou Bazin, Mister Clean.

16 desanm 1990 ap prepare. Pèp la santi dat sa a se pral pa l menm. Li pwòpte lari, dekore katye popilè yo, mete l anfòm anfòm ak anpil «Lotion Brock» anba bra l pou l al vote kòk kalite a. Jou vòt la, kote w pase se kòk la k ap chante kokiyoko. Moun yo an liy, ak yon kòk anba bra yo. Manzè Ertha ak parèy li yo pa mete kont bilten nan biwo vòt yo. Yo pa distribye ase bilten nan biwo nan katye popilè yo, responsab yo pa bay chèz pou pèsonèl biwo yo fè travay yo kòmsadwa. Men jou 16 desanm sa a, papa, se te lajwa, se te fèt, se te fyète yon pèp pou l wè premye fwa nan vi l li kab chwazi kandida l, li kab chwazi prezidan l, san se pa ak kout tafya, san se pa ak kout vaksin, san se pa ak lajan gran nèg kap bay 2 gouden isit, 2 gouden lòt bò.

16 desanm 1990 vin montre ke yon pèp kab fè chwa pa l, k ap deside sò pa l, kab frape pye l pou l di non, se pa lame ni gwo zotobre, ni depite japwouv ki pou ba l prezidan ankò. 16 desanm 1990 se yon tounan nan istwa peyi a kote mas yo santi pou la premyè fwa se yo ki gen gouvènay bato eleksyon an nan men yo. 16 desanm 1990 montre pèp la analfabèt men li pa bèt. Li suiv yon lidè li te tande ki t ap pale «pawòl delivrans lan», pawòl revandikasyon l yo. 16 desanm 1990 montre yon lòt wout. Tankou Manno Charlemagne te konn chante l: pran lawout san konnen jouk ki kote sa prale / sa bay dè zane met sou sa ke n ap andire. 16 desanm 1990 revele konviksyon yon pèp pou



Pèp la kanpe, li di Ti Mari pap monte ti Mari pap desann, kòk kalite a pap fè yon pa kita, yon pa nago. Kominike : Titid prezidan.

l chèche wout pa l, wout lavi, wout diyite, wout demokrasi, wout lespwa.

E si nou ka sonje byen, lò malfini meriken an, lò zangi Wachintonn yo wè tout bon vre se Jean-Bertrand Aristide ki se chwa pèp la, se li ki fin pase prezidan, yo voye yon ti anbachal yo bay pou Jimmy Carter vin mande kòk kalite a pou l ta retire kò l anfavè Bazin. Se la pou wè enpètinans enperyalis la, neokolon an, sanzave a, sanlonnè a ki pa gen menm oun tikal respè pou demokrasi toutan l ap kleronnen an. E se la pou wè fòs 16 desanm sa a, senbòl ki dèyè 16 desanm sa, dimansyon nasyonal ki gen nan 16 desanm sa a, inite aksyon popilè ki gen nan 16 desanm sa a, *puissance océane* 16 desanm sa a ki vin lave tout imilyasyon eleksyon foskouchmakak ki te kon genyen anvan yo. Pèp la kanpe, li di Ti Mari pap monte ti Mari pap desann, kòk kalite a pap fè yon pa kita, yon pa nago. Kominike : Titid prezidan.

Men lennmi a gen yon fòs destabilizasyon dyab sou li. Alòske li kite Duvalier, yon sanginè, yon diktatè fewòs ak tout pitit li a fè prè de 30 tan opouvwa san li pa janm di ni krik ni krak, apèn chwa popilè a, chwa lejitim nan pran pouvwa a, apèn li kòmanse ap fè kèk chanjman nesesè tankou retire chef seksyon nan figi peyizan yo, koudeta fèt 7 mwa sèlman apre Aristide vin prezidan. Depi lè sa a, pèp la ap tribile, ap monte yon ma suife pa do, paske «derespektans» 16 desanm nan fò yo peye l, menm jan « derspektans» Vertières-1804 la fòk nou te peye l, e jouk jounen jodi a n ap peye l. Loksidan ap kimen depi 1804. 16 desanm 1990 fè li kimen pi rèd paske yon ti pèp analfabèt men ki pa bèt defye lame, defye labouwjwazi, defye grandon, defye monsenyè-pè-mè-frè-sè-no-volè, defye gwo makou chat Vatikan, defye Bazin ak tout kòb Washintonn nan, pou l fè chwa pa l, vote prezidan pa l. Yon bagay nou kab poko prèt pou nou wè ankò.

Tonnè kraze m, vyèj timèn mwen, 16 desanm 1990 sa a…se mwen k sonje.

Fanfan La Tulipe

Manifestasyon nan Miragwàn kont direktè dwàn lan

Depi Edner Rivière te fin enstale nan tèt dwàn Miragwàn lan, nan mwa oktòb pase a, popilasyon an te leve kanpe kont chwa sa a ekip Martelly a te fè. 2 mwa aprè kolè popilasyon an, sitou manman ak papa pitit k ap chache lavi, pou voye pitit yo lekòl, lè li anpeche bato yo debake nan waf Miragwàn lan. Menm Delege depatmantal la bò kote pa l te denonse jesyon direktè a nan tèt dwàn lan, li fè konnen resèt yo pase soti 44 milyon goud pou mwa septanm a 13 milyon pou mwa oktòb.

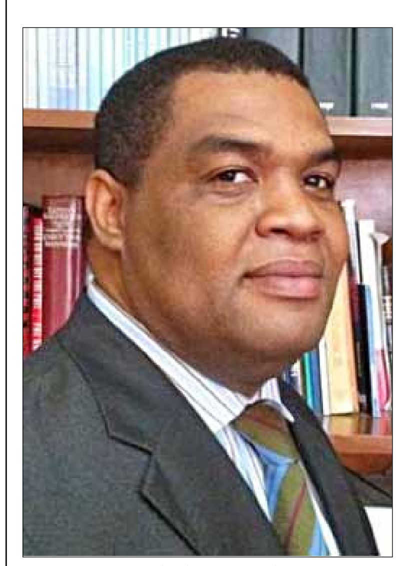
Jounen jodi a sitiyasyon an vin pi grav, popilasyon an kontinye leve kanpe, yo egzije revokasyon Edner Rivière nan tèt dwàn Miragwàn lan. Popilasyon an denonse ekip Martelly a ki chwazi yon moun konsa mete nan tèt yon bwat ki genyen anpil enpòtans pou peyi a. Pwotestatè yo fè konnen si dirijan yo nan pouvwa santral la pa vin wete koli ankonbran sa a nan Miragwàn y ap pase yon lòt vitès e fwa sa a se tout lòt depatman yo k ap bloke. Lagè avèti pa touye kokobe.

Yon lòt kote, nan lannwit dimanch 4 pou louvri lendi 5 desanm 2011 lan, bò 4 trè nan maten, yon dife te eklate devan Lise Jacques Prevet nan Miragwàn, pèsonn pa t rive idantifye kote dife sa a te sòti e pèsonn pa t ka bay okenn esplikasyon, savledi yo leve yo wè dife a. Elèv ki te gen pou vin fè egzamen, yo pa t ka rive konpoze e yo pa t ka konnen kilè y ap vin konpoze. Moun yo fè sa yo vle nan vil la.

Sitiyasyon sa a te bloke tout aktivite yo nan vil Miragwàn lendi 5 desanm lan, pòt tout lòt lekòl yo te fèmen akòz wòch ak boutèy t ap tire adwat agoch nan tout katye yo, sa te lakòz tèt yon elèv te kase ak kout wòch. Elèv sa a rele Menard Juderre Blanco, li te bay anpil san, yo te kouri avè l nan lopital Saint-Therese, nan Miragwàn.

Toujou nan Miragwàn, depatman Nip peyi a, antèman madam Michèle Delatour te chante samdi 3 desanm lan. Michèle Delatour te mouri 30 oktòb pase a nan lakou Nouyòk, nan peyi Etazini, kote l t ap pran swen. Yon mwa aprè lanmò l, fanmi l te rantre ak kò a, epi yo te fè chante antèman li nan Legliz Saint-Jean-Baptiste nan Miragwàn. Defen an te pase 25 lane ap sèvi popilasyon an nan Miragwàn, nan biwo Leta yo, li te enspektris sèvis imigrasyon an, nan depatman an.

2 minis, 1 sekretè deta enstale nan pòs yo



Michel Brunache

Lendi 12 desanm 2011 nan, premye minis Garry Conille te enstale nan fonksyon yo minis Lajistis la, Michel Brunache, ak minis Lakilti a Pierre Raymond Dumas.

Garry Conille, nan pawòl sikonstans nan, te mete aksan sou kèk pwen li panse ki pi enpòtan pou minis Lajistis la ta chita anpremye sou yo. Li rekòmande Michel Brunache pou l ta fini ak fòmasyon Konsèy Siperyè Pouvwa Jidisyè a (KSPJ) epitou pou pran mezi ki nesesè pou sistèm lajistis la kapab endepandan. Li mande pou respekte prensip entènasyonal sou fason yo kenbe moun nan prizon, pou tout moun ki gen pwoblèm lajistis jwenn sèvis piblik, epitou pou gen anpil jefò ki fèt pou garanti sekirite popilasyon an nan kad yon eta dedwa.

Bò kote pa l, Michel Brunache pwomèt pou li travay ak tout moun ki nan aparèy jidisyè a yon fason pou lajistis mache pibyen. Nan kad refòm ki gen pou fèt nan lajistis la, Brunache pale tou sou revizyon kad legal ministè l la, ranfòse polis nasyonal la epi fè li vin pi pwofesyonèl.

Nan seremoni an te gen prezidan sena a, Rodolphe Joazile, prezidan lakou kasasyon an Me Anel Joseph, dwayèn tribinal sivil nan Pòtoprens, Jocelyne Casimir ak Batonye lòd avoka yo Me Carlos Hercule.

Nan menm lendi 12 desanm nan, Pierre-Raymond Dumas te pran plas li nan ministè lakilti ak kominikasyon an kote premye minis Garry Conille te souliye konpetans ak esperyans nouvo minis la.

Mesye Dumas, nan diskou li, te pale sou pakèt pwoblèm ki genyen nan ministè li pral dirije a. Li fè konnen pa genyen materyèl pou travay epitou lajan yo ba li pou fè ministè Lakilti fonksyone a pa menm 1% nan bidjè nasyonal la. Daprè etid Pierre-Raymond Dumas gentan fè, se pa yon travay ki pral fasil ditou pou ta fè teyat ak sinema retounen pran pye nan peyi Dayiti.

Toujou nan kad enstalasyon fonksyonè piblik yo, se chanselye Laurent Lamothe ki te enstale Pierre-Richard Casimir nan nouvo pòs li ki se Sekretè Deta nan Ministè Afè Etranje. Vizyon yo se kreye ouvèti pou gen plis etranje ki vin envesti nan peyi a, konsa yo ta kap kreye plis travay.

Gran woumble Fanmi Lavalas vandredi 16 desanm 2011



Maryse Narcisse

Fanmi Lavalas ap oganize yon gwo rasanbleman nan Fondasyon Aristide pou Demokrasi ki chita nan Taba, vandredi 16 desanm 2011 nan.

Dr Narcisse, yon manm pati a, fè konnen rankont sa a pral « okazyon pou yo reflechi epi pou lanse kòdinasyon pwovizwa depatmantal yo nan lojik anvan yon kongrè nan chak depatman epi kongrè nasyonal ». Mme Narcisse envite tout popilasyon an pou patisipe nan aktivite sa a.

Sou kesyon wòl ansyen prezidan Aristide nan sa k ap fèt pou prepare kongrè nasyonal pati Fanmi Lavalas la, Maryse Narcisse deklare prezidan Aristide prefere jwe wòl senp konseye pandan l ap mennen lòt aktivite nan kad edikasyon.

Lantèman Sonia Pierre te chante nan Sendomeng



Lantèman Sonia Pierre

Se nan yon sal ranpli, anprezans yon pakèt pèsonalite politik ayisyen tankou etranje, antèman Sonia Pierre, gwo militan ki t ap goumen pou dwa moun, te chante nan lavil Altagracia, Sen Domeng.

Nan sans sa, yo deklare Sonia kòm fanm ki te gen plis valè nan vil Altagracia, epi selon rezolisyon 20-2011 ki te pran, yo deklare jounen 7 desanm nan yon jounen dèy minisipal nan Sendomeng.

Direktè Ministè Ayisyen k ap viv aletranje yo (MHAVE) Joseph Leprince Augustin pran dispozisyon pou pèmèt tout pitit ayisyen ki fèt nan peyi Etranje jwenn batistè ayisyen jan Sonia te toujou ap goumen pou sa fèt.

Haïti : ouverte aux affaires

Cette semaine nous publions la dernière partie de cet article Haïti : ouverte aux affaires. *Le nouveau gouvernement mise sur les ateliers de misère (« sweatshops »)*

Par Ayiti Kale Je

7...Le parc industriel de Caracol : Une situation « gagnante-gagnante » pour tous?

Pourquoi le Ministère de l›Environnement d'Haïti s'est-il inquiété de «l'impact potentiellement négatif sur l'environnement », du projet du Parc Industriel de la Région du Nord (PIRN), dont la construction dépasse les 200 millions $US de fonds publics et privés ?

Pourquoi l'étude des consultants, commandée sur le projet, souligne que la Baie de Caracol est un site « unique, productif et précieux », et affirme que, même si toutes les recommandations sont suivies, le PIRN « pourrait mettre cet écosystème en péril ».

Pourquoi ces mêmes consultants – qui avaient suggéré le site de Caracol – ont ensuite admis que des facteurs écologiques n'avaient pas été pris en compte et ont proposé au gouvernement haïtien de changer leur choix de site et même d'annuler le projet?

Autant de questions importantes et pressantes.

En dépit de deux études complètes des impacts environnementaux et sociaux – qui dressent une longue liste de risques – ces dernières sont publiques et affichées sur le net , et malgré plusieurs autres études de l'écosystème de la Baie de Caracol, aucun média haïtien ou international (à l'exception d' *Haïti en Marche*) n'a poussé la réflexion plus loin que les communiqués de presse des enthousiastes et investisseurs du projet : le département d'État américain, la Banque Interaméricaine de Développement (BID), le gouvernement haïtien et Sae-A Trading.

En fait, le *Wall Street Journal*, le *Miami Herald*, *Le Nouvelliste*, *Associated Press*, *Haiti Press Network*, et bien d'autres se sont faits les promoteurs du PIRN et des emplois aux salaires de misère qu'on y promet.

C'est sans surprise que l'on apprend que de nombreux risques environnementaux et sociaux sont liés à tous les parcs industriels - dans le cadre de « libre échange » ou non. Mais ces risques s'accroissent exponentiellement dans les pays pauvres aux prises avec un manque de contrôle sur le zonage, un manque de législation, et/ou présence gouvernementale et de grandes populations avec un taux de chômage élevé. Cela ne veut pas dire que le projet ne devrait pas être entrepris, mais plutôt que d'autres études doivent être réalisées et les risques et les bénéfices présentés au public.

Des études ont bien été réalisées, y compris celle de Koios, commandée par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et publiée le 13 mai 2011 [Voir **Le cas de Caracol** - Article 6], ainsi qu'une deuxième étude, publiée le 5 mai 2011, celle-là commandée par le plus gros investisseur du projet, la BID.

Ces deux études comportent des conflits d'intérêts : Koios était à l'origine du choix du site et la BID avait déjà fourni plus de 50 millions $US en dons et prêts pour le PIRN. Mais il semble que ces conflits d'intérêts ainsi que les risques énoncés dans les documents, ont été jugés de peu d'importance par les décideurs en présence. La construction a débuté et des contrats de 15 millions $US ont été octroyés en septembre pour une centrale électrique.

Ayiti Kale Je (AKJ) n'a pas les moyens, ni les ressources humaines suffisantes pour dresser une liste complète des risques, mais en voici quelques-uns des principaux :

Risque 1 – L'écosystème de la Baie de Caracol

Un des enjeux les plus manifestes est le danger pour l'environnement en Haïti, surtout pour la Baie de Caracol.

La première étude, commandée par le MEF, sur le choix du site du PIRN, a été effectuée par la firme américaine Koios. Cette étude de 110 pages place Caracol au deuxième rang sur 18 autres sites potentiels dans la région du nord. Toutefois, l'étude sur l'impact environnemental effectuée tout de suite après, par la même firme, et datée de mai 2011, admet – scandaleusement – que l'environnement n'avait pas été pris en compte lors du choix du site.

Tout aussi scandaleusement, Koios affirme dans cette étude d'impact : « Il n'était pas possible de prévoir la présence de l'écosystème complexe et précieux de la baie de Caracol avant la réalisation de cette évaluation environnementale ».

Cette affirmation est tout à fait choquante. Selon des documents disponibles au public, cette baie, qui abrite une des dernières forêts de mangrove, ainsi que le récif corallien le plus long du pays, a fait l'objet de nombreuses études internationales et fait partie de plusieurs projets pour placer cette zone sous protection, selon des documents disponibles et ouverts au public.

1.) En 2009, une étude de l'Organisation des États Américains et du Réseau interaméricain d'information sur la biodiversité (IABIN) calcule le « prix de services écologiques » des mangroves et du récif corallien dans la baie à **109 733 000 $ US par année.**

2.) En 2010, le programme de développement de l'ONU et le Ministère de l'Environnement ont entamé un projet de Système National d'Aires Protégées (SNAP). Selon le Ministère de l'Environnement, plus de 2,7 millions $US ont déjà été investis dans le cadre de ce programme. Caracol est un des premiers sites visés.

3.) La baie fait aussi partie du Corridor Biologique de la Caraïbe (CBC), un espace désigné par la République Dominicaine, Haïti et Cuba en 2009 et faisant l'objet d'un projet de 7,4 million $US.

Même si Koios semble avoir « oublié » de consulter les documents concernant la protection de la Baie, la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), alors pilotée par l'ex-président américain Bill Clinton, ne peut prétendre à l'ignorance. En octobre 2010, la CIRH a approuvé 1 million $ des 7,4 millions $US de fonds du CBC. Soit *deux mois avant* que la commission n'approuve le projet du PIRN.



Martelly lors du lancement des travaux du parc industriel de Caracol

Risque 2 – L'eau (8)

Un autre risque concerne l'utilisation et la pollution de l'eau. Le PIRN se situe au centre du bassin versant de la rivière Trou-du-Nord, considérée par l'USAID comme un « bassin versant prioritaire ».

L'eau nécessaire au PIRN et aux installations environnantes proviendra probablement de la rivière et de la nappe phréatique. Par contre, une étude d'une firme de Washington commandée par la BID recommande que l'eau ne provienne que de la nappe phréatique parce que la rivière elle-même alimente le fragile écosystème de la Baie de Caracol. En août 2011, *Environ International Corporation* affirmait : « [N]ous recommandons vivement d'exploiter les eaux souterraines pour satisfaire les besoins du site. »

Mais d'autres études notent que, si une trop grande quantité d'eau était puisée de la nappe phréatique, celle-ci pourrait être polluée par l'eau salée provenant de l'Océan Atlantique. La surexploitation de la nappe phréatique pourrait aussi nuire à l'agriculture de la région entière et freiner le développement d'autres secteurs qui demandent beaucoup d›eau, comme le secteur du tourisme. Le groupe Environ s›est opposé à ce point de vue, disant que l›eau est abondante.

Une étude du Groupe Louis Berger, commandée par le MEF et citée dans l›étude de Koios, recommande l›utilisation de la nappe phréatique et de la rivière. L'étude stipule que le PIRN et la population environnante (maintenant et à l'avenir) ne devraient pas utiliser plus de 11 000 mètres cubes d'eau par jour. Selon cette même étude, le parc aura probablement besoin d'au moins 5 800 mètres cubes d'eau par jour durant la phase 1 (2012-2014) et d'au moins 9 800 mètres cubes par jour durant la phase 2.

(Une étude interne du Ministère de l'Environnement, dont AKJ a obtenu une copie, grâce à une fuite, qualifie ces estimations de « conservatrices » et « minimalistes », et affirme qu'elles ne tiennent pas compte de la déforestation continue et des projections démographiques en forte hausse. Plus d›information sur cette étude plus bas.)

L'autre grand risque lié à l'eau concerne bien sûr la pollution et les autres impacts négatifs l'utilisation de l'eau de la rivière et de la nappe phréatique. Voici les principaux usages de l'eau qui sont prévus :

1.) L'usine de textile de Sae-A : une grande quantité d'eau est nécessaire à la fabrication de textile et pour le processus de teinture. Il en résultera une importante quantité d'eaux usées qui requerront des traitements multiples.

2.) Le nettoyage et autres activités connexes chez Sae-A et dans les autres usines de vêtements, et possiblement une usine de meubles. (Origins Holdings apparaît sur certains documents comme un locataire potentiel.)

3.) Les besoins en eau potable et pour les services sanitaires des travailleurs et autres employés, à l'intérieur et en périphérie du PIRN.

4.) Les besoins en eau potable et pour les services sanitaires des dizaines de milliers de nouveaux résidants qui seront attirés vers cette région grâce au PIRN.

Une usine de traitement des eaux usées est prévue pour le parc, mais, même si hypothétiquement tous les déchets issus de la teinture, des processus de fabrication et des déchets humains peuvent être bien gérés, toute l'eau usée, traitée ou non, se retrouvera dans la rivière Trou-du-Nord et probablement dans la Baie de Caracol. « Même si les eaux usées du parc sont traitées, diverses autres menaces, liées au développement du parc industriel sur ce site, pourraient mettre cet écosystème en péril » note l'étude.

De l'eau sera aussi utilisée pour refroidir la centrale électrique fournie par le gouvernement américain. Cette centrale, construite au coût de 15 millions $ par une compagnie canadienne, produira de l'électricité à partir de carburant lourd, qu'on appelle aussi « Mazout ». Lors de son retour à la rivière Trou-du-Nord, la température de l'eau utilisée pour refroidir les turbines ne doit pas varier de plus de 3 degrés Celsius par rapport à celle de l'eau puisée à l'origine, sans quoi un impact négatif important pourrait être observé sur les écosystèmes aquatiques. Il va sans dire que l'utilisation de carburants lourds pose aussi un risque sur un écosystème fragile.

Risque 3 – Impact social

L'étude de Koios estime que la population locale pourrait croître d'environ 100 000 à 300 000 personnes. « Les grands projets d'industrie ou d'exploitation minière dans les pays pauvres indiquent qu'une telle migration se produira, quels que soient les efforts visant à l'empêcher ».

D'autres études fixent le nombre de migrants potentiels bien plus bas, mais la venue d'un nombre aussi bas que 10 000 travailleurs et de leurs familles – soit environ 50 000 personnes en tout – transformera cette région, où résident pour le moment environ 250 000 personnes qui sont surtout des pêcheurs et des agriculteurs.

Sans des règles sur le zonage, la planification urbaine et sans une présence policière importante, le PIRN pourrait paver la voie à de nouveaux bidonvilles. Le pays a déjà été témoin de la « bidonvilisation » des zones avoisinant d'autres parcs industriels dans la capitale et à Ouanaminthe, siège du parc de la CODEVI, ce qui laisse présager le même sort pour les environs du PIRN.

L'arrivée soudaine de milliers de personnes dans une région peut avoir de nombreux impacts négatifs : davantage de déchets, l'utilisation mal réglementée de l'eau et des arbres (pour cuire des aliments), et la présence de squatteurs sur des terres agricoles ou d'autres environnements fragiles. (Des fonds publics américains sont prévus pour la construction de 5 000 unités de logements, mais il semble que celles-ci sont destinées aux « expatriés » et aux cadres.)

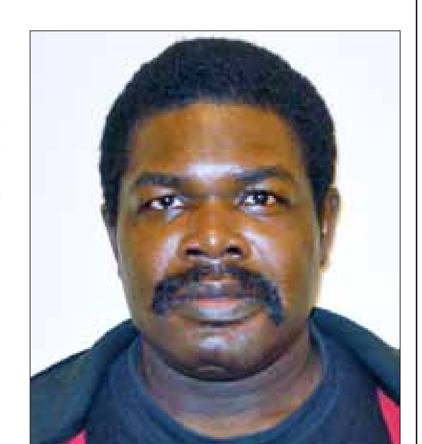
Les consultants Koios notent aussi que : « Le risque de tensions est élevé entre les membres des communautés locales et les migrants qui viendront

Suite à la page (16)

New Jersey:

Un haïtien perd sa mémoire... et sa famille

Par Kim Ives



Est-ce que vous connaissez cet homme? Son nom est – peut être – Jean-Baptiste Tarmelan. Souffrant d'amnésie, il est un patient hospitalisé en Essex County, New Jersery depuis deux ans et demi. Le staff de l'hôpital cherche impatiemment sa famille pour le retirer d'une situation difficile.

Des médecins et travailleurs sociaux de l'hôpital psychiatrique d'Essex County à Cedar Grove, New Jersey, cherchent quelqu'un qui reconnaîtrait un Haïtien dont ils prennent soin. C'est un homme, âgé de 46 ans à peu près, qui souffre d'amnésie et dont ils pensent que le nom est peut-être Jean-Baptiste Tarmelan.

M. Tarmelan a été admis à l'hôpital d'Essex County le 28 mai 2009. Avant son hospitalisation, il a dit avoir domicilié au 44 Bruen Avenue à Irvington, New Jersey, entre les avenues Springfield et Clinton, près du Garden State Parkway, et de plus, avoir été employé – à un restaurant "Popeye's" dans l'arrondissement d'Irvington ou de Newark autour de l'année 2003.

M. Tarmelan peut parler seulement le Créole, et jusqu'à présent la seule chose dont il puisse se souvenir c'est son nom, qui, peut-être, n'est pas exact.

"*Il y a eu des spéculations que son état est le résultat d'une agression brutale,*" nous a écrit Edward Longe, un des soignants de cet homme. "*M. Jean-Baptiste Tarmelan est un individu doux, poli, réservé et qui vous accueille toujours avec un sourire et un mot gentil. Il est un homme charmant qui est aimé du personnel ici à l'hôpital.*"

L'hôpital et le bureau de l'aide locale ont fait de grands efforts pour trouver la vraie identité et l'histoire de la victime, mais n'ont pas eu de chance de trouver mieux jusqu'à présent. C'est pour cette raison qu'ils ont approché le journal *Haïti Liberté,* ses lecteurs à travers Haïti et la diaspora, pour les mettre au courant cas de M. Tarmelan.

"*Nous voudrions le réunir avec sa famille, ses amis et sa communauté qui lui sont familiers, comme nous croyons qu'il peut avoir une épouse et des enfants,*" a écrit M. Long. "*Nous craignons que sa famille et ses amis ne soient inquiets pour lui.*"

Si quelqu'un a des informations qui peuvent aider à établir la vraie identité de M. Tarmelan, il est prié de contacter M. Longe au numéro (973) 571-2908. L'adresse de l'hôpital de Essex County (Essex County Hospital Center) est 204 le Grove Street, Cedar Grove, NJ.

"*Il est très regrettable que cette personne tellement aimable et vulnérable soit seule et perdue dans le monde,*" a conclu M. Longe.

En cette saison de Noël, espérons que quelqu'un puisse lui apporter une grande joie.

Célébration à Brooklyn de Notre Dame de Laurette



Au centre, le président de l'ASSAB, Bernodès Décéna, clôturant la soirée, suivi attentivement par les autres membres dirigeants de l'organisation

Par Jackson Rateau

Le samedi 10 décembre, c'était la célébration traditionnelle de la fête de la sainte patronne de la commune de Belle-Anse, Notre Dame de Laurette. Ainsi, entre les bellansois autochtones, c'est à dire, ceux-là vivant à Belle-Anse et ceux expatriés à New York, la fête a eu lieu en tandem.

A l'initiative de l'Association des Amis de Belle-Anse (ASSAB), la commémoration qui a eu lieu au journal Haïti Liberté, 1583 Albany Ave, Brooklyn NY et dont le coup d'envoi a été lancé sous le coup de 8 heures PM, était grandiose. S'y réunissait très certainement, une foule d'amis jacméliens, pour la plupart des bellansois. Par l'organe du secrétaire général, Dr Angegard Cajou, MC de circonstance, de manière solennelle, la soirée était brillamment lancée avec la participation du vice président de l'association Clotaire Pierre Louis, adressant à l'assistance ses propos de bienvenue.

Munie d'un programme quoique chargé, la soirée était soignée.

Jean Claude Cajou, voulant mettre à l'évidence le côté intellect de cette contrée du Sud-est, et ceci, en dépit de cette carence d'école dont elle a souffert naguère, a fait l'étalage de quelques poètes et écrivains venus de Belle-Anse. Le poète Cajou a su immortaliser l'écrivain bellansois Hugo H. Paul.

Revenu au pays en 1930, après avoir parachevé ses études à La Sorbonne, l'écrivain Paul avait inculqué aux jeunes bellansois de son temps des notions de littérature.

Devenu député du peuple en 1957, le sorbonnard, en raison de la vue pittoresque de sa commune et outre sa dimension, a changé le nom de Saltrou en celui de Belle-Anse.

L'écrivain bellansois Hugo, dans son œuvre « L'arrondissement de Belle-Anse et ses Problèmes » a su identifier les problèmes socio-économiques de Belle-Anse et les autres communes environnantes.

L'assistant secrétaire général Jean Claude Cajou, dans son apologie, a aussi évoqué l'œuvre de l'écrivain Oriol Théodore « Plaidoyer pour une Haïti Démocratique », un essai socio-politique dans lequel l'auteur expose une diatribe contre la piète gouvernance traditionnelle en Haïti. Il a aussi dénoncé la misère de la démocratie, ce thème « démocratie » dont le concept est galvaudé.

Cajou a rappelé dans son discours, la triste histoire de l'écrivain bellansois Odnel David, un juriste du milieu qui fut président de la cour d'appel à Port-Au-Prince. Il fut un ardent défenseur de la langue créole à côté de Christian Beaulieu. Il a été renversé par une des fenêtres du palais de Justice de Port-Au-Prince par les 'tontons macoutes' de Duvalier pour avoir refusé de prononcer un verdict positif en leur faveur.

L'assistance, tout en savourant la soirée qui se déroulait sur fond particulièrement culturel, a porté une attention soutenue au vice-président de l'ASSAB, Clotaire Pierre Louis, lorsqu'il déclamait un des poèmes du recueil 'Mon cœur et ma plume', Chère Belle-Anse du poète bellansois Lionel Desmarate :

« Oui, voilà le tableau, ici mal présenté
Que je n'ai devant les yeux lorsque de ma cité
Je me suis éloigné, pressé par le devoir
Alors bien volontiers, rien que pour le revoir
L'adorer de plus près, je retourne en son sein ».

La soirée de la Notre Dame de Laurette, une soirée riche en poésies et en chansons, avec la participation des diseurs et chanteurs comme le poète Jean Claude Cajou, dans ses propres textes : Toi, Femme ; la diseuse Marie Lydie Siméon, dans la poésie « Ayiti » de Valery Leroy, deux intéressants chanteurs, Jean Claude Gauthier et Yves Estriplet.

L'artiste Gauthier, tout au début de la soirée, dans une chanson intitulée Vivons La Noël, a offert tout le charme d'une voix tendre et profonde. Dans sa 2e composition « Tèt Ansanm », rehaussant le niveau de son tallent artistique, il a su capter toute l'adulation de l'assistance. Tandis que, l'artiste Estriplet, pour sa part, dans deux interprétations : Si Bondye, de Ansy Derose et 'You raise me up', a provoqué des applaudissements fous de l'assistance.

Nous avons profité aussi de la présence du médecin, journaliste, Frantz Latour qui, dans un éloquent éloge, a évoqué le prodigieux talent littéraire de cet originaire de Grand Gosier, la commune voisine de Belle-Anse, Félix Morisseau Leroy, l'écrivain défenseur de notre créole, l'auteur de l'adaptation en créole de la pièce de Sophocle : Antigone.

Le président de l'ASSAB, Bernodès Décéna, clôturant la soirée, a modestement adressé ses propos de remerciement aux invités et particulièrement à certaines personnalités présentes dans la salle, telles le directeur du journal Haïti Liberté, Berthony Dupont, Dr Marie Lydie Siméon, Dr Ralph Sainphard et Dr Marie Sonie Nelson.

Monsieur Décéna était entouré de tout le staff dirigeant de l'ASSAB dont le vice président, Clotaire Pierre Louis, le secrétaire général, Dr Angegard Cajou, l'assistant secrétaire général, Jean Claude Cajou, les trésorières, trésorier : Margot Pierre Louis, Jeanine Perry, Véliane Cadly, Alexis Mulman, les conseillers François Cadly, Luclès Nicolas et Ulrick Mathurin.

Ce fût en cette soirée du 10 décembre de vraies retrouvailles pour les anciennes connaissances de Belle-Anse.

Amnesty International:

"Le silence peut tuer une démocratie"

Par Kim Ives



Mme Melo-Pinzon, d'origine colombienne, s'adressait à la communauté haïtienne de Brooklyn, à New York à la salle de conférence du journal Haïti Liberté à l'occasion du 10 Décembre, Journée internationale des droits de l'homme

Bien qu'il soit encore théoriquement sous une forme d'assignation à résidence, on peut voir l'ancien "président à vie" haïtien Jean-Claude Duvalier souvent se promenant dans certains des meilleurs restaurants d'Haïti, accompagné par un grand cortège d'amis et de agents de sécurité. Il vit dans un manoir magnifique d'un "ami" dans les fraîches hauteurs des montagnes au-dessus de Pétionville. Le président Michel Martelly a récemment fait une visite cordiale et de courtoisie à Duvalier en Octobre.

Le 16 janvier 2012 marquera le premier anniversaire depuis le retour de Duvalier en Haïti après 25 ans d'exil doré en France, où il avait été transporté à bord d'un C-130 américain après l'effondrement de son régime, le 7 février, 1986.

Depuis son retour, le gouvernement haïtien n'a entrepris aucune poursuite de Duvalier en dépit de volumes de preuves que lui et ses acolytes ont été responsables de dizaines de crimes contre l'humanité et du vol éhonté de centaines de millions de dollars du Trésor haïtien. Des procureurs haïtiens sous le président René Préval l'ont placé en "*résidence surveillée*» jusqu'à ce qu'ils décident ou non de le poursuivre, mais jusqu'à maintenant, presque un an plus tard, aucune décision n'a été prise.

C'est dans cette situation d'impunité totale que l'organisation des droits humains d'une renommée mondiale, Amnesty International, a renouvelé sa campagne pour encourager le gouvernement haïtien à juger Duvalier parce que, comme Gladys Melo-Pinzon, le nouveau Représentant spécial d'Amnesty pour Haïti, a déclaré le 11 Décembre, « *si on ne le fait pas maintenant, l'histoire se répétera* ».

Mme Melo-Pinzon, d'origine colombienne, s'adressait à la communauté haïtienne de Brooklyn, à New York à la salle de conférence du journal *Haïti Liberté* à l'occasion du 10 Décembre, Journée internationale des droits de l'homme. Pendant plus de deux heures, elle a dialogué avec les membres de la communauté haïtienne avec comme perspective la mise sur pied d'une campagne internationale pour traduire en justice Duvalier.

« *Déjà le fait que Duvalier ait pu partir dans l'année 1986 vers la France, ait été bien accueilli, et soit resté pendant 25 ans, pour nous en Amnesty International, c'était incroyable,*», a dit Mme Melo-Pinzon.

Suite à la page (15)

Martelly government betting on sweatshops:

Haiti: "Open for Business"

The third of four articles

By Haiti Grassroots Watch

The case of Caracol

Robert Etienne looks out with dismay at the fence cutting through his field in Fleury, near Caracol, in Haiti's Northeast department. Earlier this year, he had a healthy crop of beans coming up through the rich, black soil.

"*The first week of January, tractors moved across all this area and broke down everyone's fences,*" the septuagenarian told Haiti Grassroots Watch (HGW) during a June, 2011 visit. "*Thieves and animals followed, and our crops were gone.*"

Etienne brought up his four children right here, by raising animals and farming a small family-owned plot and a larger plot he leased from the state. Along with hundreds of other farmers in this community , he woke up one day last January to discover his fields had been destroyed.

Unbeknownst to Etienne and other farmers, that same week the Haitian government (GOH) signed an agreement with U.S. Secretary of State Hillary Clinton, representatives of the Inter-American Development Bank (IDB), and the Korean textile giant Sae-A Trading. With those signatures, Etienne's land and about 300 other plots were converted into an industrial zone.

"*This will be the match that strikes a fire, and gets things going,*" Hillary's husband, former U.S. President Bill Clinton, told the *Wall Street Journal*. Clinton, who at the time headed the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC), has long-championed plans to bring more industry to Haiti.

But farmers like Etienne, along with labor leaders, environmentalists and economists, are all wondering – just what "fire" has been lit and when "things get going," what "things," and where will they "go?"

Also, why was Caracol chosen?

All parties agree that the site – which is part of the Trou du Nord River watershed – is one of the most fertile spots in the Northeast Department. The new industrial park will also be located only about five kilometers from a large bay which is home to one of the country's last mangrove forests and extensive coral reefs.

In order to find out why Caracol was chosen, and to get a better picture of the potential "winners" and "losers" in the project, HGW visited the Northeast, reviewed a half-dozen studies, and interviewed numerous experts and potential beneficiaries.

PIRN - A public-private partnership

The Industrial Park of the North Region (Parc Industriel de la Région Nord - PIRN) is the showcase reconstruction project for the new government, the CIRH and the "international community" in Haiti – U.S., France, Canada, the European Union and the IDB. The 243-hectare industrial park is slated to open in March 2012. Planners say some 20,000 people will be hired for "Phase 1," and that up to 100,000 new direct or indirect jobs, the overwhelming majority of them sweatshop wage-level assembly jobs, will be created over the next few years.

In the planning stages before the earthquake, and with an initial price ticket of over US$200 million, the PIRN is the result of a "*public-private partnership.*" But the Government of Haiti (GOH) is not the only "*public*" partner.

The "*public*" to the north – U.S. citizens – is the project's biggest investor, providing some US$124 million in U.S. tax dollars. That financing that will be used (according to project documents) to improve nearby port infrastructure, build a electricity plant to supply power to the PIRN, and build at least 5,000 units of housing.

As Bill Clinton implied, foreign investment is a key part of the economic plan he and the Haitian government are pushing. Washington is doing everything it can to help assure Haiti is "*open for business.*" Thus, at a briefing on Jan. 7, 2011, U.S. AID Director Cheryl Mills was proud to report that her team had "*been working through with foreign investors on how we could go about attracting them to an industrial park.*"

In addition to U.S. tax dollars, the PIRN is also being funded by the IDB to the tune of US$50 million. The IDB money will be used to build "*factory shells and inside-the-fence infrastructure,*" according to U.S. State Department documents.

The use of taxpayer dollars to subsidize private business is nothing new. "*Public Private Partnerships*" (PPP) are common the world over. The taxpayers take risks to make a location or a sector attractive for private capital. And while the overall logic and justice of PPPs in general could certainly be debated, the specifics of this PPP really stand out. It goes further than most. It uses tax dollars – mostly from the U.S. – to benefit textile and clothing companies that are not necessarily American, and every job created there will likely result in lay-offs of workers in U.S..

Ultimately, in the case of the PIRN at least, U.S. taxpayers are making it easier and cheaper for foreign and local clothing and textile companies to set up (sweat-)shops in Haiti, lay off better paid workers in the U.S. and other countries, and increase their profits. If Levis and the GAP can get their clothes stitched in a place that pays $5 a day rather than $9 an hour (approximately the lowest wage paid in US-based clothing factories), with new infrastructure, electricity, UN "peacekeepers" to provide security, and tax-free revenues and other benefits, why not?

Ironically, the main *private* partner in the PIRN is not Haitian or American. The partner is South Korean textile giant Sae-A Trading, which promises to spend $78 million to build a 50,000 hectare factory complex that eventually employs 20,000 workers (in the first phase) and which will eventually include a textile mill that will do knitting and dyeing.

Sae-A Trading is one of the worlds larger apparel makers, supplying GAP, Wal-Mart, Target, and other major U.S. retailers. The company has been building factories and textile mills around the world at record pace recently: Nicaragua, Indonesia, and now Haiti. One of the largest clothing manufacturers in the world, a 2009 article reported that its exports – all to the U.S. – were valued at about $885 million.

"*Our 20 factories worldwide produce 1.4 million pieces of clothing a day and the annual production rate is 360 million pieces,*" founder Kim Woong-ki told the *Korea JoongAng Daily*. "*That number is nearly equal to the U.S. population.*"

But Sae-A Trading is not investing in Haiti to "*create jobs,*" as the fans of assembly industry-based "*sustainable development*" – like Haitian President Michel Martelly – claim. The company is moving in to make more money. Sae-A will be in perfect position to take advantage the Haiti Economic Lift Program (HELP) Act – that allows textiles to enter the U.S. from Haiti tariff-free, and then of the recently approved US-Korea Free Trade Agreement (KORUS FTA). Sae-A Trading is setting up shop just in time.



Haitian President Michel Martelly and former U.S. president Bill Clinton at the Nov. 28 ground-breaking ceremony for the new industrial park in Caracol.

Approved by Congress in October, KORUS FTA – which could go into effect as early as Jan. 1 – will immediately reduce tariffs on most Korean goods to zero, with more reductions coming in five and ten years. A 2007 study by the U.S. International Trade Commission estimated the agreement "*would likely result in a significant increase in bilateral U.S.-Korea trade in textiles and apparel, particularly U.S. imports from Korea.*"

And therefore, most likely, a further decrease in employment in the U.S. textile and apparel sector.

How was Caracol chosen?

Even before the earthquake, the GOH and its supporters targeted the north of Haiti for an industrial park because of its proximity to the U.S. and to the Dominican Republic. According to various government and consultant documents, a good site needs access to a large unemployed population, an abundant water supply, electricity, and major highways.

The U.S.-based Koios Associates consulting firm, hired to help choose a site, also noted that the north region was a great place because "*the area has large stretches of relatively empty land.*"

Of course, "*relatively empty*" is a relative term, as will be shown below.

The Koios study – dated Sep. 20, 2010 – recommended 18 possible sites, with the Caracol site ranked #2 of 18.

"*The river to the east of the site has substantial perennial flow and is likely to be suitable for factories using substantial water and requiring discharge of treated water. The land is devoid of habitation and intensive cultivation,*" the report stated.

Except, it wasn't quite "*devoid.*" The Caracol site was home to 300 farming plots.

But the site was chosen anyway. According to a subsequent Koios study – dated May, 2011, and entitled "*Study of the Environmental and Social Impacts – Industrial Park of the North Region of Haiti*" – the Caracol site was selected by the GOH because of:

- the Trou du Nord River - "*it is capable of absorbing a large volume of treated water,*"
- an abundant subterranean water supply,
- most of the land belongs to the State, meaning that it would be easier to kick off the farmers.

"Good agricultural lands"

In their second study, Koios admitted that the site was actually home to "*good agricultural lands.*" But it was too late by then. Farmers had been evicted and a fence put up.

\Asked after the fact by the Ministry of Environment (MOE), Caracol Mayor Colas Landry said he disagreed with the choice of the spot.

\"*If I were consulted by the project promoters, I would never propose that site,*" he told the MOE in an internal report leaked to HGW. "*I would orient them to Madras,*" a less-used area nearby.

\(According to Haiti's Free Trade Zone Office, Free Trade and Industrial Zones should not be set up on farming land. In an interview with HGW, the Office's Luc Especca insisted on the point, saying "*We all remember what happened with CODEVI.*" The CODEVI Free Trade Zone, built on the fertile Maribahoux Plain, caused considerable upheaval and protests in Haiti and internationally.)

What about the environment?

Shockingly, the second Koios study also admitted that "*the study process and the section of sites* ***was not accompanied by extensive environmental, hydrologic or topographic research****.*" [our emphasis]

Indeed, a comprehensive internal MOE report obtained by HGW confirmed that, noting that "*at [no] moment was the MOE associated in any thought in the identification of the Caracol site.*"

The report – subtitled "*To what extent and under what prerequisite a win-win situation could be envisaged from an environmental point of view*" – also noted that the PIRN could have "*potentially great adverse impact on the environment.*"

Apparently, the Koios team agreed.

When the firm took a closer look at the site in its second study this past spring, it suggested the GOH change the "*risk rating*" for the project from B, or "*medium,*" to A which – according to the MOE document – means "*significant adverse environmental impacts.*"

In addition, Koios noted that a more detailed environmental and social impact study would be necessary. The consultants suggested that while the more thorough study is conducted, the GOH should "*impose certain limits to the industrial activities authorized in the park during the first 12 to 24 months of operations.*"

Koios also noted that the region is also home to the significant indigenous archeological sites, and some of earliest European settlements in the hemisphere. The firm went so far as to make two other, even more radical, suggestions: 1 - Move the project to another site in the north or even a completely different region of Haiti, or 2 - Cancel the project, although, the consultants remarked, "*[i]ts cancellation could call into question the reputation of the parties concerned and could harm the reputation of Haiti as a country that welcomes investment.*"

Not surprisingly, the PIRN was neither moved nor cancelled.

And, two months after the Koios report came out, perhaps seeking to downplay the environmental aspect, the Ministry of Economy and Finance (MEF) bought several one-page ads in *Le Nouvelliste* where it reported that "*environment issues have been considered with a great deal of attention*" and claimed that more studies were underway. A month later, the IDB's Eduardo Almeida said everything was ready to move forward since "*[e]nvironmental impact studies… have already been completed in the region.*"

Indeed, the project is moving forward. On Nov. 28, the major actors flew to Caracol to inaugurate the site. Clinton, Martelly, Sae-A Trading, the BID – they were all there.

"*Haiti is open for business,*" Martelly said as he stood in front of a giant architect's schematic drawing of the factory zone. "*This is the kind of change we need.*"

But what about the risks identified by Koios and the Ministry of the Environment? Are more studies taking place or not? Will limits be imposed on the PIRN's tenants during the first 12 to 24 months? How did the MEF – the main ministry shepherding the PIRN and the one that commissioned the Koios study – react to the Koios recommendations and the MOE report?

Industrial Park in Caracol: A win-win situation?

Why did the Haitian Ministry of the Environment warn of "*potentially great adverse impact*" from the PIRN being built in Caracol with over $200 million in public and private financing?

Why did the consultants' study call the nearby Caracol Bay "*unique, productive and precious*" and say that even if all regulations are followed, the PIRN "*could endanger this ecosystem?*"

Why did the same consultants – who originally suggested the Caracol site, but who later admitted they did not take environmental considerations into account – tell the GOH to consider moving or even cancelling the project?

These are all relevant and urgent questions.

But even though two extensive environmental and social impact studies – listing numerous risks – are public and posted online, and even though there are also several other studies on the Caracol Bay marine habitat available, no Haitian or foreign media outlet (except *Haiti en Marche)* has looked further than the press releases from the project's champions and investors: the U.S. State Department, the IDB, the GOH and Sae-A Trading.

Instead, the *Wall Street Journal*, *Miami Herald*, *Associated Press*, *Le Nouvelliste*, *Haiti Press Network*, and others are largely cheerleaders for the PIRN and the mostly sweatshop wage jobs it will provide.

It comes as no surprise that there are numerous environmental and social risks associated with any industrial park –

continued on p(15)

USA : L'EMPIRE LE PLUS V

10 raisons pour lesquelles les Etats-Unis seront jugés comme l'Empire le plus violent de l'Histoire

Le Bien et le Mal n'ont pas de zone grise. Tuer et voler c'est mal. La violence n'est jamais un « bien » ou n'est jamais nécessaire – à moins qu'elle ne soit utilisée pour se défendre des assassins et des voleurs. En fait, c'est la morale qui est derrière le principe de la « guerre juste » selon sa définition par les lois et traités internationaux.

Cependant, ce concept simple de bien et de mal est embrouillé par les différentes idées qui sont autour de la religion, du patriotisme, de l'économie et de beaucoup d'autres choses qui divisent.

La règle de la « guerre juste » s'est écroulée sous le poids des ambitions des empires de l'histoire. Celle qui est menée par l'empire anglo-saxon des Etats- Unis n'est pas différente.

Depuis la chute de Rome, cet empire est devenu soudainement le territoire qui a conquis et colonisé. Cependant il n'a gagné au siècle dernier qu'une identité visible d'Amérique du Nord. Les Etats-Unis ont émergé rapidement comme la « super puissance » mondiale, principalement au travers de leur pouvoir économique. Il y a un certain temps, beaucoup ont cru que les Etats-Unis étaient un exemple brillant de la liberté économique, exemple que les autres pays devaient suivre. Les Etats-Unis cherchaient à promouvoir la « liberté économique » dans le monde entier afin d'ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises qui y étaient basées.

Quand les leaders étrangers ont refusé dans leur pays les intérêts de ces entreprises, ces leaders ont été remplacés au moyen de diverses actions clandestines. Peu importait aux faiseurs de l'empire la sorte de gouvernement qui était installée du moment que les intérêts des compagnies étaient servis. Dans la majeure partie des cas, ces pays se sont simplement rendus à ce qui semblait être le pouvoir illimité du tout-puissant dollar, ce qui camouflait la méthode traditionnelle de construction d'un empire puissant.

Cependant, quelques pays, particulièrement dans les dernières décades se montrèrent têtus et n'ont pas voulu changer leur système bancaire, évitant par là même les compagnies occidentales. Malgré les efforts de subornation diplomatique de l'empire ou les sanctions pour obtenir la soumission, qui, en dernier, requièrent une main de fer militaire pour forcer leur accomplissement.

Jusqu'à il y a peu, l'action militaire intervenait en dernier recours. Mais maintenant, l'action militaire préventive semble devenue la méthode préférée - et peut-être qu'elle est nécessaire - pour la conquête des derniers pays riches en ressources et hors de portée.

Les populations de l'empire ont suivi cette stratégie par peur d'être attaquées par ces pays rebelles qui ne les avaient jamais attaquées et n'avaient pas non plus menacé de le faire. Dans le brouillard de la peur tuer et voler devint acceptable. En fait, la détention sans charges et la torture devinrent acceptables dans l'ancienne capitale de la liberté. L'Amérique a décidé que la fin justifiait les moyens – ce qui donne plus de pouvoir.

Comme pour tous les empires ces « moyens » sont devenus de plus en plus violents et destructeurs face à la résistance. Cependant, il reste quelques cartes à jouer pour abattre les Etats-Unis, afin de terminer un plan mis en marche bien avant de devenir l'une des colonies. C'est évidemment moins que si d'autres puissances mondiales rompaient les rangs et tentaient de stopper les conquérants, ce qui pourrait conduire à un conflit à grande échelle.









La dette est la dernière Arme de Destruction Massive que l'empire utilise pour réduire le monde en esclavage, ce qui laisse aux opposants le choix entre deux options claires : l'esclavage ou la mort



Le gouvernement des USA a à plusieurs reprises saisi de la cocaïne, en complicité avec certains cartels pour contrôler l'industrie, et aujourd'hui ils protègent et transportent ouvertement l'opium d'Afghanistan

Les Etats-Unis sont devenus un agresseur violent, qui a envahi officiellement deux pays – l'Afghanistan et l'Irak – sans qu'il y ait eu provocation pour légitimer cette invasion



Les bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki lors de la seconde guerre mondiale

De toute façon quand la poussière sera retombée et qu'on écrira l'histoire morale, l'Amérique et sa cohorte occidentale seront probablement vues comme l'empire le plus violent de l'Histoire.

Voici 10 raisons pour lesquelles c'est déjà le cas :

- 1. L'appui aux dictateurs :

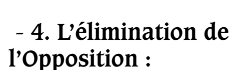
Dans tous les cas de contes de fée où il s'agissait de répandre la Démocratie et la défense des Droits de l'Homme, l'empire, de manière répétée, a non seulement apporté son appui aux dictateurs mais a dans bien des cas renversé un leader élu par le peuple et l'a remplacé par un tyran de pacotille. Les exemples vont du financement secret des nazis à l'instauration du Shah en Iran, de Pinochet au Chili à l'appui apporté à Musharraf au Pakistan, à l'histoire d'amour éternel avec la barbare famille royale saoudienne, pour n'en citer que quelques uns. Les actes parlent plus que les mots pour celui qui peut naviguer dans la tourmente de la propagande avec une boussole morale qui indique le bien et le mal. Les dictateurs et la liberté ne peuvent pas coexister.

- 2. Les guerres préventives :

On pourrait dire que toutes les guerres sont préventives dans la nature tant sont nombreuses les entités qui en bénéficient. Pourtant, même avant leur dernière croisade, les Américains ont attaqué en secret et chirurgicalement des pays qui ne les avaient jamais menacés. Cela leur a permis de garder la tête haute moralement aux yeux du public, pendant qu'ils construisaient les fondations de leur empire. Cela a été jusqu'au fait que la doctrine Bush, l'utilisation de l'action militaire de prévention face à de possibles menaces, soit adoptée non officiellement comme nouvelle politique étrangère pour combattre le terrorisme. Depuis lors, les Etats-Unis sont devenus un agresseur violent, qui a envahi officiellement deux pays – l'Afghanistan et l'Irak – sans qu'il y ait eu provocation pour légitimer cette invasion. Les agresseurs violents ont toujours été jugés par l'Histoire comme représentant le mal. Mais il y a pire…

- 3. La torture :

La torture n'a jamais été acceptable pour les partisans d'une morale de haut niveau dans la communauté globale. Les nazis et les soldats Japonais ont été condamnés et exécutés pour leur participation à des techniques de torture qui sont exactement les mêmes que celles qui ont été redéfinies par les Américains comme « interrogatoires approfondis ». « Je n'ai fait qu'obéir aux ordres » n'était pas une excuse valable pour des comportements aussi inhumains, de même que ce n'était pas une défense suffisante pour les moutons expiatoires du bas de la hiérarchie qui ont été sur le devant de la scène lors du sinistre scandale des tortures d'Abou Graib que leurs actes aient été approuvés au plus haut niveau. L'approbation par l'Etat de la torture de prisonniers détenus sans charges peut elle être vue d'une façon moins grave que violente ?



- 4. L'élimination de l'Opposition :

Tous les régimes tyranniques au long de l'Histoire ont réprimé l'opposition intérieure. Comme l'oppression du gouvernement devient plus forte à l'intérieur et à l'extérieur, davantage de citoyens vont naturellement exprimer leur indignation, ce qui engendre des contrôles encore plus oppressifs. C'est ce qui se passe aux Etats-Unis à travers ce que tout le monde voit du « Department of Homeland Security » avec l'espionnage sans ordre de la justice, les listes de surveillance arbitraires, les campagnes d'espionnage citoyen, et les dommages causés par la « Transportation Security Administration

VIOLENT DE L'HISTOIRE !







Des scènes lors du sinistre scandale des tortures d'Abou Ghraib

(TSA) » pour voyager n'importe où. De plus, dans l'intention d'écraser la libre expression, ils ont rendu inaccessibles des sites Web et se sont affrontés avec violence à des manifestants pacifiques. Malencontreusement, comme les questions abordées dans ce même article se répandent, les USA risquent de devenir encore plus forts dans la répression de l'opposition. En d'autres termes, le pire est à venir et l'Histoire jugera que les Etats-Unis ne sont pas exactement le phare de la Liberté qu'ils ont prétendu être.

- 5. L'élimination de l'Habeas Corpus :

Dites au revoir à la présomption d'innocence, au droit à faire face à l'accusation et à l'accusateur, au droit à un jugement libre et juste. L'Habeas Corpus, considéré comme l'unique voie humaine pour « qu'un prisonnier puisse être libéré en cas de détention illégale » a été éliminé pour ceux que les USA ont nommé de manière vague « combattants pour l'ennemi ». Comme pour l'Inquisition Espagnole, maintenant, tu es coupable jusqu'à ce que sous la torture tu admettes ta faute. Peut-il y avoir quelque chose de plus mal ? Pour savoir pourquoi si, c'est possible, continuez à lire.

- 6. L'assassinat des citoyens :

C'est ainsi. Pas de juge, pas de jury, pas de condamnation ; seulement directement à l'exécution. L'Amérique a accompli un pas de plus dans la progression vers un empire tyrannique quand elle a ouvertement assassiné un citoyen Américain et tête de turc du gouvernement, Anwar al-Awlaki et son fils adolescent parce qu'elle les soupçonnait de terrorisme. Paul Craig Roberts s'afflige : « Maintenant, le gouvernement des Etats-Unis







Les exemples vont du financement secret des nazis à l'instauration du Shah en Iran, de Pinochet au Chili à l'appui apporté à Musharraf au Pakistan

peut non seulement s'emparer d'un de ses citoyens et le faire croupir en prison pour le restant de ses jours sans présenter de preuves et sans avoir obtenu une condamnation, mais encore il a pu le descendre en pleine rue ou le faire survoler par un drone. » Ce n'est pas la raison pour laquelle l'Amérique prétend frapper tous les dictateurs du monde – l'assassinat délibéré de son propre peuple ?

Mais Awlaki était une pomme pourrie, puisque la communauté du renseignement l'a dit. Ce qui est le plus révélateur de ce que l'Amérique va continuer dans cet « axe du mal », c'est la cécité de la plupart de ses législateurs à l'égard de la violation grotesque des droits constitutionnels. Seul Ron Paul a dit que l'assassinat d'un citoyen Américain sans charges est rien moins qu'une offense digne d'«*impeachment* ». Le pire est que la majeure partie du pays a célébré l'assassinat de Awlaki comme une « victoire » dans la guerre contre le terrorisme, indiquant qu'il s'agit maintenant d'une tactique acceptable. Attention, les Américains : vous pouvez passer d'une liste secrète de surveillance à une liste secrète d'assassinats dans cet empire violent.

- 7. La guerre non autorisée au moyen des drones :





Les citoyens américains Anwar al-Awlaki et son fils adolescent de 16 ans Abdulrahman al-Awlaki ont été assassinés par les drones tueurs de l'administration d'Obama qui les soupçonnait de terrorisme.

Les guerres non provoquées, sans autorisation, sans responsabilité ou seulement supervision indépendante, paraissent en augmentation, et avec peu de résistance. Le Congrès Américain n'a pas voté de « déclarer la guerre ». Il s'est borné à donner au Commandant en Chef une ample « autorisation » pour user de la force contre des nations spécifiques. Cependant, même cela, ce n'est pas suffisant pour la chasse rapide de l'empire. Maintenant les guerriers au joystick, commandés par la CIA et le Pentagone, prennent pour cibles au moins trois pays qu'ils atteignent avec des armes non autorisées : le Pakistan, le Yémen et la Somalie. Encore pire, ils livrent une guerre à grande échelle contre la Libye pour le changement de gouvernement et le pillage des ressources sans aucune sorte d'autorité à l'intérieur des Etats-Unis. Sous la bannière de l'OTAN, financée à 75% par les USA, ils ont effectué 9 200 attaques aériennes pour renverser illégalement Kadhafi. Ivre de succès, l'empire sanguinaire est en marche vers ses prochaines cibles préventives, la Syrie et l'Iran. Evaluation rapide de la moralité : le meurtre sans provocation et le vol comme premier objectif, ça reste incorrect, non ?

- 8. L'utilisation d'Armes de Destruction Massive :

Quelle ironie ! Le Gendarme du Monde qui est à la recherche d'Armes de Destruction Massive est le seul qui en fasse usage à grande échelle ! Les Etats-Unis détiennent le record de l'usage d'armes chimiques, biologiques et mêmes nucléaires. Depuis les bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki lors de la seconde guerre mondiale, l'Agent orange de Monsanto au Vietnam, l'uranium appauvri utilisé en Afghanistan et en Irak, l'Amérique ne se condamne elle-même que lorsqu'on parle des nuisances des Armes de Destruction massive. Mais les assassins ne semblent pas prêter attention à la manière dont la mort a été donnée, du moment qu'elle atteint leurs objectifs. Il est probable que les véritables feux d'artifice auront lieu contre l'Iran, ou la Chine et la Russie si elles sont entraînées dans le conflit.

En réalité, ça n'a pas beaucoup d'importance ce que dit l'Histoire si l'usage des Armes de Destruction Massive augmente de chaque côté, mais les agresseurs doivent être justement condamnés pour la terre brûlée qu'ils laisseront, tandis que ceux qui se défendent des assassins et des voleurs doivent être considérés comme des justes.

- 9. Le plus grand commerce de drogue au monde :

L'empire Américain est le plus grand dealer du monde ? Ils prétendent qu'il n'en est rien. Bien. En plus d'imposer les drogues légales et les OGM à différents pays, en général sous couvert d' »aide », les Etats-Unis sont leader en matière de commerce de drogues illégales. De fait, de nombreux enquêteurs révèlent que la guerre contre la drogue n'est utilisée que pour contrôler et monopoliser le trafic illicite. Le gouvernement des USA a à plusieurs reprises saisi de la cocaïne, en complicité avec certains cartels pour contrôler l'industrie, et aujourd'hui ils protègent et transportent ouvertement l'opium d'Afghanistan. En fait, Global Research signale qu'en 2001 « selon les chiffres de l'ONU, la production d'opium était descendue à 186 tonnes. Juste après l'invasion des USA en Octobre 2001, la production a augmenté dramatiquement, retrouvant son niveau historique ». Ce mois-ci, l'ONU a annoncé que maintenant l'Afghanistan fournissait 93% de l'opium du monde. La production a augmenté de 61% depuis 2001 pour atteindre la bagatelle de 56 000 tonnes. Bien que l'empire essaye de garder le secret, il ne pourra pas toujours cacher l'hypocrisie.

- 10. La prison mondiale du fonds monétaire :

Bien que l'utilisation de l'Arme Massive de la Dette soit une forme non-violente d'expansion de l'empire, c'est peut-être la forme de contrôle la plus violente et la plus efficace. Demander aux pays étrangers d'acheter le pétrole et autres produits d'importation avec des dollars c'est exercer un pouvoir immense. Du fait que tous les pays doivent acquérir des dollars pour acheter leurs ressources indispensables ils deviennent rapidement endettés à l'égard de la FED (Réserve fédérale), de ses banques centrales, et du FMI. En peu de temps, le monde entier est colonisé par la dette. Il semble que seuls les pays qui n'ont pas besoin ou refusent les crédits des institution bancaires occidentales sont ceux qui sont en danger d'être confrontés à la machine de guerre impériale. Incidemment, la majorité des pays riches en pétrole a prohibé l'usure (prêter de l'argent avec intérêts), ce qui rend impossible de les conquérir au moyen de la dette. Contrôler le fonds monétaire du monde signifie avoir le contrôle des clefs de la vie même, ce qui est une arme dangereuse entre les mains d'un empire agressif. La dette est la dernière Arme de Destruction Massive que l'empire utilise pour réduire le monde en esclavage, ce qui laisse aux opposants le choix entre deux options claires : l'esclavage ou la mort.

Bien que cet empire soit infiniment plus puissant que ne le fut l'empire romain, il connaîtra le même sort. Pour chaque action négative dans laquelle s'engage l'empire, il y a une réaction bonne et opposée. Et la bonté de l'humanité a toujours renversé la tyrannie quand celle-ci va trop loin. Cependant un empire qui a tant à perdre va chuter en vrille et utiliser toutes les armes de son arsenal, mettant ainsi le sceau final à son statut d'empire le plus violent de l'Histoire.

Source : Activist Post 7 novembre 2011
LGS 22 novembre 2011

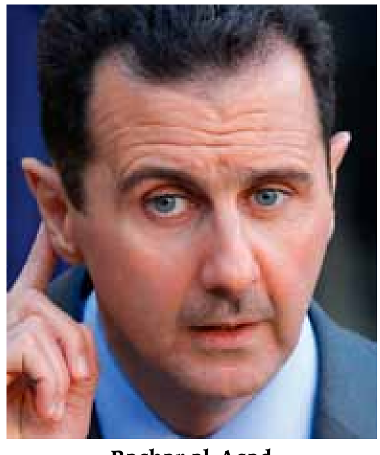
Crise en Syrie : gare à la chute !

Ce que j'ai compris sur la Syrie et pourquoi je redoute la chute de son régime

Par Kolbe GAUTHIER

Alors que l'année 2011, dont l'aube a été marquée par un vaste mouvement appelé communément « printemps arabe », s'approche de son terme, le temps est venu pour moi de faire le point sur ce pays dont plusieurs ressortissants sont mes amis et dont j'ai cherché, par petites touches, au détour de rencontres ou de mails amicaux, de bulletins de radio et de quelques journaux, à décrypter cette fameuse crise dont on nous rabat les oreilles depuis un certain temps maintenant. Pour commencer, insistons sur le fait que la Syrie peut tout de même se targuer d'une stabilité relativement constante et solide depuis plusieurs décennies, ce qui en fait une pierre d'angle géopolitique de première importance dans une région elle-même extrêmement secouée par toutes sortes de tiraillements internes et externes. Une stabilité qui est insuffisante à garantir le bonheur de son peuple, certes, (en témoignent les fréquentes manifestations de cette année) ; une stabilité maintenue par la force par un régime qui comprend aujourd'hui (mieux vaut tard que jamais) que le temps des réformes est venu ; mais une stabilité et surtout une autonomie auxquelles l'ensemble du peuple syrien dans toutes ses composantes est extrêmement attaché, aujourd'hui plus que jamais. Alors certes, loin de moi la prétention d'avoir tout compris sur la Syrie, loin s'en faut. Mais j'ai au moins perçu un peu pourquoi le peuple syrien, et plus largement l'ensemble des hommes de bonne volonté à travers le monde, ont bien plus à redouter la chute du régime syrien actuel qu'à l'espérer.

Comme la plupart de mes concitoyens occidentaux, j'ai d'abord été « lessivé » pendant huit mois, vendredi après vendredi, par les incessants billets d'informations radiophoniques nous annonçant en général entre 10 et 50 morts tués par l'armée syrienne dans une manifestation pacifique dans une des villes du pays : c'était, pourrait-on dire avec une amère dérision si la réalité n'était pas si terrible, une sorte de « rituel du vendredi », auquel les médias avaient fini par m'habituer, au point d'en arriver à penser, sans trop réfléchir à la question, qu'effectivement Bachar al-Asad, ce médecin de profession (oh scandale pour moi ! étudiant en médecine) était devenu un dictateur, un tyran qui massacrait son peuple.



Bachar al-Asad

Il me fallut attendre le mois d'août et un mail d'un ami de la famille, tout en soutien à Bachar al-Asad, pour sortir de la torpeur léthargique dans laquelle m'avaient plongé les différents médias. Je commençais alors à me rendre compte que, comme trop souvent ces dernières années, les médias avaient tendance à caricaturer les situations internationales éloignées et complexes et que probablement la réalité était sans doute beaucoup plus nuancée qu'on ne nous le disait. En tout cas bien moins évidente que l'opposition entre un peuple opprimé et une dictature sanglante, partout dénoncée, sans doute parce que plus confortable intellectuellement : une vision qui a l'avantage d'être facilement comprise, donc qui permet d'éviter d'avoir à réfléchir et à penser par soi-même. Et qui permet d'avoir quand même un avis (le même que tout le monde) sur une crise profonde sur laquelle nous n'avons ni le temps, ni l'énergie de nous pencher et surtout peu de personnes fiables et objectives à même de nous éclairer et de nous aider à prendre le recul nécessaire. Cet ami, marié à une syrienne, et qui revenait justement d'un voyage en Syrie durant l'été 2011, m'affirmait, alors, que l'armée subissait beaucoup de pertes dans des combats avec des groupes armés infiltrés dans le pays (en vue de le déstabiliser), et que de nombreux pays de la région avaient tout intérêt à voir cette situation continuer à empirer : Israël dont le conflit perdure avec la Syrie au sujet du plateau du Golan, et les Etats de la péninsule arabique, plus proches de la majorité sunnite qui est écartée du pouvoir par le clan alaouite. Il m'affirmait également que le régime avait toujours le soutien appuyé de la majorité du peuple et qu'il entreprenait, laborieusement mais sûrement, les réformes nécessaires à l'évolution de ce pays. Forcément, avec ces nouveaux éléments pour m'éclairer, inutile de dire que j'ai commencé à dresser davantage l'oreille et à être plus attentif quand on parlait de la crise syrienne, histoire de rester lucide et de tenter de démêler le vrai du faux dans ce raz-de-marée médiatique qui voue aux gémonies le président Bachar al-Asad et son régime.



Jean Bertrand Aristide

Je n'ai pas mis longtemps à comprendre qu'au-delà de la réalité, complexe et toujours différente, j'étais à nouveau en présence d'un énième coup classique à l'occidentale, dont le *modus operandi* ne change pas, et qui pourrait se résumer à ce petit proverbe : « Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage ». Vivant dans la Caraïbe depuis le début des années 2000, j'avais vécu le drame d'assister au piétinement (par les pays occidentaux) de la République d'Haïti en 2004 et au kidnapping de son Président d'alors, Jean-Bertrand Aristide. L'opération était bien montée : on organisait un soi-disant soulèvement populaire haïtien contre un régime qui – prétendait-on – dérivait vers la dictature, le tout soutenu par une armée de rebelles missionnée pour semer le trouble dans le nord du pays et par une campagne de presse internationale unanimement lyncheuse… opération qui aboutit au résultat que l'on connaît. Opération menée en faveur de qui ? Certainement pas du peuple haïtien qui eut à déplorer 10 000 morts dans les deux ans qui suivirent, par un régime mis en place par nous autres Occidentaux ! (Dans ce cas difficile de venir donner cinq ans plus tard des leçons de bonne gouvernance à Bachar al-Asad). J'avais assisté aussi aux deux ou trois coups d'Etat qu'eut à essuyer le président vénézuélien Hugo Chavez, qui, heureusement pour la Caraïbe et l'Amérique latine, sut habilement les déjouer et rester au pouvoir pour continuer à défendre les pauvres et les petits, dans son pays et dans toute la région. Pour une fois les intérêts occidentaux (le pétrole vénézuélien dont dépendaient en partie les USA voisins) n'allaient pas avoir raison de la souveraineté du peuple. Une fois n'est pas coutume…

Pas plus tard qu'il y a un an, un régime, sans doute pas exempt de tout reproche pour employer un euphémisme (ceci dit quel régime étatique peut donc se targuer de l'être ?) mais resté légitime auprès de la majorité du peuple, se voyait à son tour déstabilisé et renversé quelques mois plus tard à la suite d'une victoire « sociologiquement impossible » (m'avait certifié un ami africain très bien informé sur ces sujets complexes) : la victoire d'Alassane Ouattara qui bafouait le vote populaire ivoirien. Là encore, contexte différent mais même *modus operandi* : des rebelles armés qui arrivent par le nord (au demeurant très peu peuplé mais dont le vote avait pourtant suffi à porter Ouattara au pouvoir, d'après son camp), des rebelles qui sèment le chaos dans le pays jusqu'à venir déloger par les armes le président prétendument déchu. La crise dura un peu plus longtemps qu'en 2004 en Haïti (les ivoiriens étant un peu mieux armés), l'issue ne fut pas exactement similaire pour le président Gbagbo (emprisonné et actuellement en cours de jugement à La Haye dans une parodie de procès qui ne va certainement pas renforcer la crédibilité de la Cour Pénale Internationale) ; mais néanmoins le résultat fut le même : renversement de la démocratie en place au profit des intérêts occidentaux et mépris total du peuple dans une atmosphère néocolonialiste qui donne la nausée. Que ce soit l'exploitation des richesses naturelles ivoiriennes ou l'exploitation du peuple haïtien maintenu dans la misère et corvéable à merci au profit des grosses familles haïtiennes (et de leurs industries) en cheville avec les occidentaux, on en arrive toujours à la même « comédie dramatique » sans cesse renouvelée : la démocratie tue la démocratie en prétendant l'engendrer.

Alors certes le régime syrien n'est pas une démocratie, loin de là. Certes il est plus que temps pour lui de se réformer pour répondre à la soif de liberté et de justice à laquelle aspire sa jeunesse débordante et sa démographie explosive. Mais le peuple syrien a-t-il besoin d'une guerre civile pour cela ? A-t-il vraiment besoin de voir chuter un régime stable depuis quarante ans et de plonger dans un chaos indescriptible, lui ce peuple *melting-pot* qui a jusqu'ici réussi à cohabiter bon an mal an, dont toutes les communautés sont jusqu'ici parvenues à vivre en relativement bonne intelligence ? Au prix de quelles compromissions, quelles frustrations et sous le coup de quelles répressions, soit. Mais cela vaut-il le coup de tout jeter, de tout renverser d'un coup ? Et pour quel avenir ? On le sait, l'opposition en Syrie est encore très divisée, son seul dénominateur commun étant la chute du régime en place ; mais après ? Une telle opposition de surface est peut-être capable de mettre à terre un régime dur, solidement ancré depuis quarante ans (quoi que personnellement j'en doute), mais fondée sur un aussi faible dénominateur commun cette opposition est constitutionnellement incapable d'inventer un avenir à ce pays. Sitôt le régime tombé elle se disloquerait d'elle-même, et à l'image du pays elle se fragmenterait en autant de fractions incapables de s'unir pour faire évoluer positivement et pacifiquement le pays. Les Haïtiens, eux, se souviennent bien de ce groupe des 184 (regroupant 184 associations et partis haïtiens), créé de toute pièce en 2003, et qui n'avait d'autre but que de faire partir le président Aristide, refusant tout dialogue et tout compromis avec le pouvoir en place : comme on aurait dû s'en douter, ce groupe n'a pas survécu au 28 février 2004 et au départ d'Aristide, seul élément ayant réussi à le fédérer… et il s'est disloqué de lui-même ! S'en sont suivies ces deux années meurtrières (2004 à 2006) du gouvernement Latortue, avec à la clé : plus de 10 000 morts (à mettre en balance avec les quelques dizaines de morts imputés par l'étranger et l'opposition au gouvernement Aristide durant les derniers mois qui ont précédé sa destitution, mais accusé, lui, de dictature). Alors oui, 4000 morts en Syrie sont 4000 morts de trop. Mais quoi d'autre ? Une opposition incapable de s'unir et de constituer une alternative crédible au régime actuel ? Ou bien une intervention étrangère « officielle » dont ni le régime ni les manifestants (du moins la plupart) ne veulent entendre parler ? Mais alors le printemps arabe, me dira-t-on ? J'y viens.

J'ai eu l'occasion, pas plus tard que cette semaine, d'être éclairé par un excellent article : « Le tourbillon du monde arabe » paru dans l'hebdomadaire La Vie (n°3457 du 1er décembre) sur le fameux printemps arabe et surtout sur les suites de ce mouvement. Il est clair qu'on parle du printemps arabe au singulier car effectivement, au-delà du fait que les pays concernés sont tous à majorité arabe, il y a plusieurs dénominateurs communs aux crises qui agitent ces différents pays : il s'agit de révolutions portées par une jeunesse à la démographie explosive, et portées par des idéaux de justice sociale et surtout de liberté, par le patriotisme et le nationalisme également. Mais au-delà de ce constat notoire il y a en fait des printemps arabes, car chaque pays est spécifique, en lui-même et dans le contexte géopolitique régional qui lui est propre. Il est clair que la Tunisie n'est pas l'Egypte, et que la Libye (contrairement à l'amalgame qui revient de plus en plus fréquemment) n'est pas la Syrie. Je lisais il y a quelques semaines dans le quotidien Sud-Ouest cette phrase titre d'un article consacré à un octogénaire syrien installé en France : « *Bachar finira comme Kadhafi* ». Un peu trop facile à mon goût… (D'ailleurs Bachar al-Asad était décrit par cet homme, qui semble-t-il bénéficie d'une certaine respectabilité de la part de la presse française, comme un dictateur devenu fou, paranoïaque ou malade mental, changeant toutes les nuits de logement tellement il a peur… De tels propos, totalement minables dans la bouche de quelqu'un dont on aurait pu attendre davantage de sagesse et de lucidité, ont d'ailleurs achevé de me convaincre que ce Bachar al-Asad ne devait pas être trop mal finalement. On n'en viendrait pas à une telle bassesse si l'on avait des critiques plus solides à lui adresser… Et puis, on avait dit la même chose d'Aristide en 2004 : « *Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage* », on y revient toujours). BHL (Bernard-Henri Lévy), cet intellectuel français qui a joué un rôle non négligeable dans la guerre en Libye et l'engagement de la France, est sur la même longueur d'ondes : après la Libye, au tour de la Syrie, dit-il en substance. C'est aussi l'avis de la plupart des intellectuels français de son acabit, et franchement cela n'honore pas notre pays. Parce qu'encore une fois ce genre de raccourcis est aussi faciles à activer que dangereux à concrétiser.

Dans la foulée de la lecture de cet article, j'étais ce vendredi 9 décembre à une conférence donnée par un copte (chrétien d'Egypte) dans ma petite paroisse bordelaise tenue par des jésuites. Cette conférence fort intéressante, suivie d'une série de questions-réponses qui ne l'était pas moins, m'a permis de comprendre assez clairement la situation en Egypte, à savoir qu'à l'heure actuelle le régime égyptien est toujours en place ; et que si Moubarak a quitté le pouvoir, le système dont il était la tête a toujours les rennes du pays. D'où les récentes manifestations des jeunes, à nouveau sur la place Tahrir et le regret, exprimé par notre conférencier, de n'être pas restés davantage de temps sur cette place jusqu'à ce que le système change lui aussi, après le départ de Moubarak. Il est clair aussi que la percée démocratique qui se construit peu à peu en Egypte, en dépit de l'armée qui ne cesse de mettre des bâtons dans les roues, n'est pas vue d'un très bon œil par Israël ; en effet, selon un sondage récent, nous a dit notre conférencier, une très large majorité d'égyptiens aimerait revoir le traité de paix conclu avec l'Etat juif, qui préférerait donc voir le régime militaire actuel garder les commandes en Egypte. Telle est la situation dans ce pays, actuellement en phase de transition. On voit bien que c'est complètement différent de la Syrie, dirigée par un régime qu'Israël serait extrêmement heureux de voir s'effondrer dans le chaos de la guerre civile, pour les raisons déjà mentionnées plus haut (le conflit autour du plateau du Golan) et parce que la Syrie est un ennemi d'Israël situé juste à sa porte. C'est là que se fait toute la différence : difficile de ne pas voir dans le raz-de-marée actuel anti-régime syrien inondant la presse occidentale, une

Suite à la page (19)

L'Amérique a toujours transformé sa force en droit ?

«Toute notre action est un cri de guerre contre l'impérialisme et un appel vibrant à l'unité des peuples contre le grand ennemi du genre humain : les Etats-Unis.»

Ernesto Che Guevara -(1928 -1967)

Par Benallal Mohamed

La campagne médiatique actuelle menée par le lobby sioniste et ses comparses contre la Syrie et l'Iran est une fausse note, mais aussi une fausse image, et ce ne sont pas la violence dont on accuse la Syrie d'exercer contre ses citoyens (une enquête minutieuse prouvera le contraire et je salue Meyssan Thierry (1) des efforts qu'il fournit pour contrebalancer les dires des comparses puant les pétrodollars), la bombe nucléaire que l'Iran tente de vouloir fabriquer et la fausse nature dictatoriale dont on calque les régimes syrien et iranien au pouvoir sans se soucier des pays qu'on omet de taxer, ou les pointer du doigt, et dont les femmes n'ont ni le mérite ni le droit de conduire une bicyclette ; pour ceux des «coller-copier» ou faux journalistes qui ne trouvent d'écrire ou de dire que ce que leurs maîtres leur dictent.

Les USA sont en fait le pays le plus mal placé de par sa nature agressive, belliqueuse et malveillante à donner des leçons en la matière. La naissance des Etats-Unis suffit pour nous dessiner leurs images atroces, affreuses, barbares, criminelles, cruelles, féroces, inhumaines, monstrueuses, sauvages, de ses millions de Peaux-Rouges exterminés par les pères assassins fondateurs des US… la suite, le père d'Obama s'en souvient, et ce président US actuel connaît très bien l'histoire de la traite des Nègres (trafic d'êtres humains, esclavagisme) par les colonialistes, aujourd'hui se concubinant dans l'Union européenne prêchant les valeurs humaines universelles (hier, c'étaient des assassins, aujourd'hui ils deviennent les justiciers, redresseurs des torts)… Hiroshima et Nagasaki se rappellent bien des bombes atomiques déferlées par la puissance US qui se vante aujourd'hui de la défense des libertés et des droits dans ce monde… tout en fermant les yeux sur la Palestine, sur les véritables dictateurs, sur la destruction des économies du tiers-monde (pillage de biens, ressources, finances…) par le biais du FMI et de la Banque mondiale ; par le TIP (Tribunal international pénal) instrumentalisé spécialement pour l'intimidation des non-soumis à leur volonté ; par l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) pour la punition des mauvais élèves ; et les médias (faiseurs d'opinions) pour mieux manipuler, contrôler les opinions ; pour que des pays dits avancés par les dogmes néo+ultra-libéraux du capitalisme féroce puissent s'asseoir paisiblement dans leur trône impérialiste.

Par le biais des faiseurs d'opinions (presses écrites, TV, radios, Internet...), l'hypocrisie, les baisers de Juda, la roublardise et les accusations qu'on adresse au programme nucléaire pacifique de l'Iran par les USA. Tel Aviv, Paris et Londres, ces derniers possèdent des milliers d'ogives nucléaires capables de détruire la planète Terre en un clic de temps. Les monarques, émirs, sultans et cheiks et les comparses qui gouvernent leurs pays en l'absence de toute Constitution ou règle humaine, la seule légitimité qu'ils possèdent est adjugée par leurs protecteurs occidentaux. Les menaces, avertissements, grondements, intimidations, pressions, rodomontades, le spectre, le chantage, d'interventions guerrières contre la Syrie et l'Iran n'ont donc rien à voir avec la défense du peuple syrien ou la protection du monde face à une menace nucléaire iranienne, et pourtant, la terre tourne toujours, comme disait G. Galilée, c'est ce que les médias nous font avaler des bobards. Plus d'un million de morts en Irak, des dizaines de milliers en Afghanistan et en Libye, sans parler de la Palestine et du Liban, et maintenant ils ont le culot de nous faire croire qu'ils pensent au peuple de Syrie.

L'expression de la volonté de domination, le plus fort transforme sa force en droit et la soumission, l'obéissance en devoir, telle est la véritable image réelle contredite par les médias (images virtuelles), et les USA qui n'ont qu'un seul et unique objectif : servir les traditionanelles visées expansionnistes et hégémoniques d'un Occident orgueilleux, prétentieux et présomptueux qui se laisse conduire par des oligarchies financières et militaires (impérialisme) plus que jamais captivantes. Actuellement, nous constatons

Suite à la page (16)

L'oublié de l'affaire WikiLeaks : Bradley Manning

Par Eric Vilain

Dans l'affaire de WikiLeaks, il y a une personne dont on ne parle pas beaucoup : Bradley Manning, ce jeune soldat de 23 ans qui a été arrêté et accusé d'avoir donné à WikiLeaks des documents classifiés. Il est détenu dans la prison de la base des Marines de Quantico, en Virginie, depuis cinq mois, après avoir été détenu pendant deux mois au Koweït. Pourtant, aucune accusation ne pèse sur lui. Il est virtuellement tenu au secret.

Glenn Greenwald [1] a décrit de manière extrêmement critique les conditions dans lesquelles le jeune soldat est détenu, qui constituent « un traitement cruel et inhumain et qui, selon les normes de beaucoup de nations, sont assimilables à de la torture ».



Manifestation pour demander la libération de Bradley Manning

Le Rapporteur Spécial de l'ONU sur la torture a commencé à enquêter pour déterminer si le régime d'isolement carcéral de Manning pourrait être qualifié de torture aux termes du droit international. Bien qu'il n'ait fait preuve d'aucun acte de rébellion depuis son arrestation en mai dernier, Manning est placé sous le régime de haute sécurité. Il est isolé dans sa cellule 23 heures sur 24, coupé de tout contact humain, même indirect, sans lecture ni aucune affaire personnelle. « Même à l'intérieur de sa cellule, ses activités sont soumises à de sévères restrictions ; on l'empêche même de prendre de l'exercice et il se trouve sous une surveillance constante pour renforcer ces restrictions », dit Glenn Greenwald. Par brimade, on lui dénie même le droit d'avoir un oreiller et des draps. Ses gardiens lui empêchent tout exercice et son sommeil est systématiquement interrompu.

Le Pentagone affirme cependant que les conditions de détention de Manning sont les mêmes que celles que peut connaître n'importe quel détenu, ce qui inclut la télévision, la lecture et l'activité physique sans contrainte. Mais selon un chercheur du MIT, David House, l'une des rares personnes à avoir pu rencontrer Manning à Quantico, ce dernier lui aurait déclaré qu'il n'avait qu'épisodiquement le droit de sortir et qu'en matière d'exercice sa seule possibilité se limite à être placé dans une pièce où il peut tourner en rond.

Manning se voit imposer les mesures qu'on destine aux détenus susceptibles de se suicider alors qu'un examen psychologique a clairement établi qu'il n'était pas suicidaire : il est constamment surveillé par des gardes ; avant de se coucher il doit se déshabiller et ses vêtements sont donnés aux gardes chaque soir ; il dort dans une « couverture de suicide » qui est, déclara-t-il à House, « identique en poids et en consistance aux vêtements de protection utilisés dans les laboratoires de radiologie, et en substance identique à un tapis rugueux et raide ». Selon Greenwald, les médecins de la prison lui administrent des antidépresseurs.

Un psychiatre, Jeff Kaye, déclara à David House après avoir rendu visite à Manning, qu'il est impossible de faire une évaluation complète de son état sans contact personnel, mais il ajouté que « l'isolement carcéral va lentement réduire l'état mental et physique de Bradley Manning ».

L'isolement est une agression contre le corps et l'esprit d'un individu. Il le prive de toute sorte d'interaction physique, sensorielle et sociale avec son environnement et avec d'autres êtres humains. Manning déclara qu'il n'avait pas vu le soleil depuis quatre semaines. Il ne voit d'autres personnes que quelques heures le week-end. Le système nerveux humain a besoin d'une certaine quantité de stimulations sensorielles et sociales pour conserver un cerveau en état de fonctionnement. Les effets de la privation varient selon les individus et certaines personnes sont affectées plus durement et rapidement, tandis que d'autres supportent plus longtemps l'ennui et le flux quotidien de morosité qui semble ne jamais [s'arrêter]. « Avec le temps, l'isolement produit un syndrome bien connu qui est apparenté à celui d'un trouble cérébral biologique – le délire. La liste des conséquences possibles sur une personne est longue et peut inclure une incapacité à tolérer des stimulus ordinaires, des troubles du sommeil et de l'appétit, des formes primitives de pensée et des ruminations agressives, des altérations de la perception et des hallucinations, l'agitation, des crises de panique, la claustrophobie, le sentiment de perte de contrôle, la colère, la paranoïa, la perte de mémoire, le manque de concentration, des douleurs généralisées dans tout le corps, des anomalies d'EEG, la dépression, des idées suicidaires et des comportements aléatoires et autodestructeurs. » (Joshua Holland, Bradley Manning Suffering Extreme Isolation, December 24, 2010, http://www.alternet.org/story/149317/)

Selon Kaye, les effets de la détention ont déjà commencé à apparaître sur Manning – il semble avoir des difficultés de concentration et sa condition physique se détériore. Comme le note Glenn Greenwald, le régime d'isolement prolongé est « largement considéré dans le monde entier comme fortement néfaste, inhumain, et probablement même comme une forme de torture."

Dans un article du New Yorker paru en mars 2009 intitulé « L'isolement permanent est-il de la torture ? » – le chirurgien et journaliste Atul Gawande rassemblait des avis d'experts et des anecdotes personnels pour démontrer que, « tous les êtres humains ressentent l'isolement comme de la torture ». En soi, le régime d'isolement prolongé détruit progressivement l'esprit d'une personne et la conduit à la folie. Un article de mars 2010 dans le Journal de l'Académie américaine de Psychiatrie et de Loi explique que « le régime d'isolement est reconnu comme difficile à supporter ; en effet, les causes de stress psychologique tels que l'isolement, peuvent être aussi cliniquement destructeurs que la torture physique ».

Il faut reconnaître que Manning est un « whistleblower », un lanceur d'alerte [2]. Pour certains Etats-uniens, Manning dénonce des crimes commis par les forces US en Irak et se sent obligé de diffuser l'information dans l'espoir qu'elle suscitera « à l'échelle du monde, des discussions, des débats et des réformes ». « Je veux que les gens voient la vérité », écrivit-il, « indépendamment de qui ils sont, car sans information, vous ne pouvez pas en tant que public, prendre des décisions en connaissance de cause. » (Cité par Greenwald.) Il y réussit : la diffusion d'une vidéo montrant l'attaque d'un hélicoptère US contre un groupe de civils désarmés et l'attaque qui s'ensuivit contre les sauveteurs qui se précipitaient pour évacuer les survivants furent révélateurs des horreurs de la guerre qu'on ne voit jamais dans les images sélectionnées montrées par les militaires. « Sachant que les Etats-Unis peuvent faire disparaître, et font disparaître des gens à volonté dans des “sites noirs”, qu'ils les assassinent avec des drones invisibles, les emprisonnent pour des années sans le moindre procès même en sachant qu'ils sont innocents, les torturent sans pitié, et qu'ils agissent d'une façon générale comme un pouvoir impérial voyou au-dessus des lois, tout cela crée un important climat d'intimidation et de peur. Qui osera défier le gouvernement des Etats-Unis – même de manière légale – sachant qu'il pourrait agir au mépris des lois, avec violence, sans frein et sans crainte des répercussions ? » (Greenwald.)



Bradley Manning

Parlant des modalités habituelles d'incarcération définies par le droit international, Greenwald commente : « C'est le côté sombre du régime d'exception américain. Notre volonté de ne pas appliquer ces critères aux prisonniers américains rendit facile le refus d'appliquer la convention de Genève qui interdit de tels traitements aux prisonniers de guerre étrangers, au détriment de la position morale de l'Amérique dans le monde. De la même manière que la génération précédente d'Américains qui avait accepté la ségrégation légale, notre génération a accepté la torture légale. Et il n'y a pas de plus claire manifestation de cela que notre usage routinier de l'isolement carcéral. »

Sources :

Bradley Manning Suffering Extreme Isolation Courageous Whistleblower 'Physically Deteriorating' By Joshua Holland, AlterNet Posted on December 23, 2010, Printed on

Suite à la page (19)

Extrait du discours de Rául Castro au sommet de la CELAC

Le Président de Cuba, Raúl Castro a relevé que les membres de la CELAC, la Communauté des États Latino-américains et Caribéens, doivent respecter l'engagement de s'opposer à toute tentative de déstabilisation dans la région.

Prenant la parole au Sommet constitutif de ce mécanisme, à Caracas, Raúl Castro a relevé que l'intégration de la région empêchera l'ingérence de nations étrangères qui mettraient en danger l'ordre démocratique comme le signale la Lettre Bicentenaire adoptée par les pays participants.

Il a relevé : « La Communauté des États Latino-américains et caribéens est notre œuvre la plus prisée. Elle consolide, symboliquement, le concept d'une région unie et souveraine, engagée envers un avenir commun.

En termes stratégiques, elle nous fournit l'instrument politique requis pour unir des volontés, respecter la diversité, régler les différends, coopérer pour le bien de nos peuples et nous solidariser les uns avec les autres. Son succès dépendra du caractère et de l'intelligence de ses membres qui sont 33 nations indépendantes situées dans la région qui s'étend du Fleuve Bravo jusqu'à la Patagonie.

C'est dans l'unité autour de la souveraineté, du développement et de l'égalité que résidera notre force et c'est d'elle dont dépendra la prospérité avec justice des citoyens de cette région vaste et riche. Nous n'avons pas des idées homogènes, toutes nos positions politiques ne coïncident pas. Cela fait partie de la réalité et avec elle nous devons travailler dans un climat de respect et de coopération ».

Dans une autre partie de son discours au Sommet constitutif de la CELAC, le Président cubain Raúl Castro a indiqué :« La récente évolution économique en Amérique Latine et dans les Caraïbes montre que, malgré la profonde crise globale, les recettes des exportations ont augmenté, notamment des matières premières, que le fardeau de la dette extérieure


Le Président cubain Raúl Castro prononçant son discours au Sommet constitutif de la CELAC

quoique injuste et accablant, a été moins lourd et que l'accumulation des réserves en devises a augmenté. Ce contexte nous donne une opportunité si nous agissons avec responsabilité et avec un véritable esprit solidaire.

Et c'est avec cet esprit que nous devons faire face à la situation en Haïti, qui est un défi pour nous tous. L'Amérique Latine et les Caraïbes ont une responsabilité historique et éthique envers cette république sœur, la première à s'être émancipée du joug colonial dans notre région, où s'est produite, dirigée par des esclaves, la première révolution victorieuse dans l'histoire de l'humanité. Haïti a besoin et elle le mérite, que nous nous efforcions pour contribuer, avec des apports plus importants, à sa reconstruction et son développement en parfait accord avec la volonté de son gouvernement et les besoins de son peuple ».

Raúl Castro a également indiqué : « Ce serait une grave erreur que d'ignorer que l'Amérique Latine et les Caraïbes ont changé et que l'on ne peut plus nous traiter comme dans le passé. Nous avons dû déployer de grands efforts pour supporter le lourd fardeau du colonialisme et du néocolonialisme et l'on doit attendre une ferme détermination régionale en ce qui concerne la défense de l'indépendance obtenue au prix de grands sacrifices. La Lettre Bicentenaire que nous adoptons aujourd'hui doit être assumée comme une expression de cette réalité ».

Fidelista 3 décembre 2011

L'aide du Venezuela plus rapide et facile selon le Président Martelly

Après le Sommet des Chefs d'États des Pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe (CELAC), Michel Martelly, le Président de la République d'Haïti a déclaré à l'Agence Associated Press que « la coopération avec le Venezuela est la plus importante en Haïti à l'heure actuelle en termes d'impact, d'impact direct » et que les envois de carburant en provenance du Venezuela ont un grand impact dans le contexte de redressement post 12 janvier du pays.« Nous sommes reconnaissants envers le Président Chávez de nous aider du fond de son cœur », a ajouté Martelly.

Après les événements du 12 janvier 2010, le gouvernement de Chávez a fait une priorité d'aider Haïti, en envoyant des milliers de tonnes d'aide alimentaire, en établissant des camps temporaires pour loger des milliers d'haïtiens qui se sont retrouvés sans toit du jour au lendemain.

Mais il est important de souligner que bien avant le 12 janvier, Haïti a été un des principaux bénéficiaires du programme Petrocaribe du Venezuela, qui fournit du carburant aux pays des Caraïbes et de l'Amérique centrale et leur permet de payer une partie de la facture avec des marchandises comme le riz et les haricots plutôt qu'en espèces. « Dans ce programme il y a un accord où vous remboursez la somme due avec le riz, c'est donc bon pour nous. Parce que la chose principale pour nous est de créer des emplois » souligne le Président d'Haïti.


au cours du sommet de la Celac

Petrocaribe couvre 43% des besoins en carburant de 18 pays membres de ce programme, le Venezuela expédie 95,000 barils de carburant par jour, faisant faire des économies substantielles aux bénéficiaires. Ce programme a permis à Chávez de cimenter ses relations avec un groupe croissant d'alliés dans les Caraïbes.

En Haïti le programme Petrocaribe fournit également des fonds pour soutenir les programmes sociaux, y compris les projets gouvernementaux, tels que la construction de logements sociaux, et la fourniture de nourriture aux familles pauvres.« Grâce au programme Petro Caribe, nous construisons des logements sociaux, près de 3,400. Nous avons aussi un programme, comme celui de « Bolsa Familia » que nous mettons sur pied. [Aba Grangou]... » a déclaré samedi le Chef de l'État, lors de son allocution.

Il indique également qu'à l'heure actuelle une centrale de 30 mégawatts et deux autres de 15 mégawatts, installées par le Venezuela « représentent un bon de 20% de notre consommation totale » du pays. « Avec un support aussi riche, il [Hugo Chávez] peut, apporter un changement très important pour Haïti » affirme le Président Martelly, ajoutant que le Venezuela fournit de l'aide avec peu de conditions, contrairement à d'autres pays, tel que les États-Unis qui fournissent une aide qui est également importante mais qui prend souvent plus de temps à venir à cause des procédures requises et les contrôles.

Après le 12 janvier le Venezuela a promis 1,3 milliards de dollars en aide à la relance, le plus gros des 58 donateurs. Jusqu'à présent le Venezuela a déboursé 118 millions de dollars, le gouvernement Chávez a également déclaré l'année dernière qu'il effaçait la dette de 395 millions de dollars par le biais de Petrocaribe. Tandis que les États-Unis qui ont promis 1,2 milliard de dollars, ont jusqu'ici déboursé un peu plus de 172 millions de dollars. « Parfois pour un projet simple, cela pourrait prendre trop longtemps [avant que les fonds soient déboursés] [...] Si vous me demandez quelle aide circule le mieux, laquelle est la plus facile, je vous dirai celle du Venezuela » a conclu Michel Martelly.

La CELAC et la démesure du rêve bolivarien

Par Ángel Guerra Cabrera

La Sommet constitutif de la Communauté des États d'Amérique latine et de la Caraïbe (Celac), célébré à Caracas les 2 et 3 décembre, est un événement d'une indiscutable dimension historique. L'on peut dans un cas pareil utiliser ce qualificatif sans avoir peur d'exagérer. La réunion a dépassé les expectatives les plus optimistes grâce à l'esprit démocratique avec lequel celle-ci a été préparée par les amphitryons vénézuéliens en consultation permanente avec les autres gouvernements, à l'ambiance de fraternité dans laquelle elle s'est développée, à l'importance du contenu des documents fondateurs qui regorgent d'un esprit et d'un lexique émancipateurs, indépendants et latino-américanistes. A partir de maintenant l'Amérique latine et la Caraïbe s'exprimeront avec leur propre voix au sein du concert international et multipolaire des nations, accéléré par la débâcle du capitalisme néolibéral et les guerres d'agression échouées de Washington.

Bien qu'au sein de la Celac existent des nations ayant des politiques néolibérales et d'autres qui la questionnent frontalement, le sommet marque la rupture de la région avec le Monroïsme [de la doctrine Monroe, ndt]. Comme le montrent les expériences passées, ces différences ne doivent pas empêcher son fonctionnement. Il convient de rappeler que le chemin à suivre maintenant ne sera pas exempt d'obstacles endogènes et principalement de menaces exogènes. Dans tous les cas, la magnitude de ses objectifs d'intégration économique, culturelle et politique (qui comprend aussi l'inclusion sociale), protection de la nature et participation citoyenne est inhérent à la magnifique démesure du rêve bolivarien et martien. Ainsi le confirment la Déclaration de Caracas, la Procédure pour le fonctionnement de la Celac, le Plan d'Action de Caracas et les 20 autres documents adoptés.

Lorsque Bolivar a énoncé cet idéal, ensuite actualisé par Marti, certains ne l'ont pas cru viable, même s'ils l'ont qualifié de noble et splendide ; d'autres n'y ont guère prêté d'attention ; d'autres encore –les empires et les oligarchies– se sont dressés en tant qu'ennemis jurés et ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour le tuer dans l'œuf quand il s'est transformé en projet politique. Mais toujours, même dans les circonstances les plus adverses, il y a eu des personnes qui ont défendu cet idéal et qui lui furent fidèles, comme nous avons pu l'apprécier dans l'intéressant face à face qu'ont eu Cristina Fernández et Hugo Chavez au sujet de l'histoire latino-américaine quelques jours avant le sommet [de la Celac] en direct à la télévision vénézuélienne.

Bien que l'espace ne me permette pas ici de mentionner des noms, la création de la Celac oblige à rappeler les militants sociaux, révolutionnaires et intellectuels qui ont maintenu vivant ce rêve et l'ont enrichi le long des ans, plusieurs d'entre eux associés à l'Université Nationale Autonome de Mexico. Mais si l'on me demandait de ne citer qu'une seule personne qui durant le XXème et le XXIème siècle a cru, prêché et agit abondamment en faveur de la nécessité d'unir l'Amérique latine et la Caraïbe, ce serait Fidel Castro. Pour citer seulement un fait peu connu, le leader de la révolution cubaine est la seule personne qui, alors qu'elle n'appartient pas à la Communauté des Etats de la Caraïbe (Caricom), par décision de tous ses leaders a reçu l'Ordre Honoraire de celle-ci, hommage à la ferveur et au sacrifice qui ont accompagné Fidel durant toute une vie de service « dédiée à son pays, à sa région et au reste du monde en développement ».

Il est bien sur impossible d'expliquer la Celac sans le travail du groupe de Río, premier mécanisme de concertation politique nettement latino américain, et les sommets de l'Amérique latine et la Caraïbe pour le Développement qui ont eu lieu au Brésil et au Mexique. Ils font partie de son corpus, comme le proclament les documents fondateurs. Il est aussi nécessaire de souligner que durant l'étape comprise entre les années 90 et l'actualité, c'est Hugo Chavez qui a été le plus important moteur et instigateur des alliances, des grands accords et consensus, un des principaux artisans des institutions et des contenus solidaires dans les relations latino-caribéennes qui ont rendu possible le fait que la création de la Celac soit une réussite. On compte parmi ses succès la très importante restauration des relations entre le gouvernement de Colombie et celui du Venezuela grâce à une louable volonté mutuelle.

Il y a 17 ans -4 ans avant de se faire élire comme président-, Hugo Chavez a affirmé à l'Université de la Havane : Le siècle qui vient, pour nous, ce sera le siècle de l'espoir ; c'est notre siècle, celui de la résurrection du rêve bolivarien, du rêve de Marti, du rêve latino-américain. L'histoire est en train de lui donner raison.

La Jornada 8 décembre 2011
Traduction par JARC
LGS 9 décembre 2011

Continued from p(9)

"*free trade*" or not. But these risks are exponentially greater in poor countries due to poor zoning, lack of legislation and/or government control, large unemployed populations, etc. This does not mean a project should not be undertaken, but studies should be done and the benefits vs. risks put before the public.

As noted above, studies *were* done, including one released May 13, 2011, by Koios Associates, hired by the MEF in 2010 and a second one, released on Aug. 5, 2011, and commissioned by one of the project's major investors, the IDB.

Both studies have potential conflicts of interest: Koios chose the site in the first place, and the IDB is donating or loaning over $50 million for the PIRN. But it appears the potential conflicts of interest, and the numerous risks outlined in the documents, were not of significant concern to the power-brokers. Construction has started and a $15 million power plant contract was awarded in September.

HGW lacks the space and the human resources to list all the sources and fully list all the risks, but here are some of the major ones:

Risk 1 - The Caracol Bay environment

Among the most obvious risks are the dangers to Haiti's fragile environment, specifically the Caracol Bay.

The original, MEF-commissioned study recommending sites for the PIRN was done by the Koios group, whose 110-page study identified the Caracol site as #2 out of 18 possible sites in the north. However, Koios' own follow-up Environmental and Social Impact Study, in May, 2011, admitted – shockingly – that the environment had not been taken into consideration the first time around.

Also, equally astoundingly, in their impact study, the Koios team claimed that "*It wasn't possible to anticipate the presence of the complex and precious ecosystem of the Caracol Bay before we conducted this environmental evaluation.*"

The claim is nothing short of outrageous. The bay – home to mangrove forests and the country's longest uninterrupted coral reef – has been the subject of international study for some years and is part of several plans to make the region into a park, according to publicly available documents.

1) A 2009 study for the Organization of American States and the Inter-American Biodiversity Information Network (IABIN) put the "*value of ecosystem services*" of the mangroves and coral reefs in the bay at **US$ 109,733,000 per year.**

2) In 2010, the UN Development Program and the Haitian MOE initiated plans to set up a "National System of Protected Areas *(SNAP).*" Over US$2.7 million has been invested in the program already, according to the MOE. One of the first areas on the list is the Caracol Bay.

3) The bay also lies in the Caribbean Biological Corridor (CBC), an area designated by Dominican Republic, Haiti and Cuba back in 2009, and is part of that US$7.4 million project.

Even if Koios somehow "*missed*" the literature on the bay, the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC), co-headed at the time by Bill Clinton, cannot claim ignorance. In October, 2010, the IHRC approved $1 million of the CBC's $7.4 million in funding. That was *two months before* the Commission approved the PIRN.

Risk 2 - Water

Another risk involves water usage and water pollution. The PIRN is located in the middle of the Trou du Nord River watershed, identified as a "*priority watershed*" in a recent study from the US Agency for International Development.

Water for the PIRN and surrounding settlements will likely be drawn from the river and the water table. One study however, by a Washington-based firm commissioned by the IDB, recommends that water is taken from the water table only because the Trou du Nord River empties into the fragile Caracol Bay. Writing in August, 2011, the Environ International Corporation said: "*We strongly recommend using underground waters to meet the needs of the site.*"

But other studies noted that if too much water is taken from the water table, it could be polluted by salinity due to an intrusion of saltwater from the Atlantic Ocean. Overexploitation of the water table could also harm agriculture in the region at large, and make it difficult to develop other water-needy businesses, such a tourism. The Environ group disagreed, saying there was ample water.

A study by the Louis Berger Group, commissioned by the MEF and quoted in the Koios study, recommended that water come from both below ground and from the river. The study said the PIRN and surrounding population (current and new) should not use more than 11,000 cubic meters per day. According to the same study, the park will likely need at least 5,800 cubic meters of water per day during Phase 1 (2012-2014) and at least 9,800 cubic meters during Phase 2.

(An internal study from the Ministry of Environment – leaked to HGW – called these estimates "*conservative*" and "*minimalist,*" saying they don't take into account continuing deforestation and projected exponential population growth. More on that study below.)

The other great water-related risk is, of course, pollution or other negative impact from the use of water from the river and water table. Here are the main ways water will be used:

1) For the textile factory being built by Sae-A Trading Company – A large amount of water is needed for the manufacturing and dying processes. There will be significant waste waters needing multiple treatments.

2) For cleaning and other processes at the Sae-Trading and other apparel factories, and possibly for a furniture factory. (Origins Holdings has been listed in some documents as a potential tenant).

3) For the drinking, cleaning and waste treatment needs of workers and other staff, some of whom will live inside the PIRN confines, while others live nearby.

4) For the drinking, cleaning and waste treatment needs arising from the tens of thousands of new residents the PIRN is expected to attract to the region.

A waste treatment plant is planned for the park, but while all of the dye run-off, industrial waste and human waste can hypothetically be managed with proper treatment, all waste waters – clean or not – will eventually end up in the Trou du Nord River and probably the Caracol Bay.

"*Even if the wastewater of the park are treated, there are various other dangers related to the development of the industrial park on this site which could put the ecosystem in danger,*" the Koios consultants noted.

Water will also be used to cool the electrical plant being paid for by the U.S. government. The plant - being build for US$15 million by a Canadian company – will generate electricity using "*heavy fuel oil,*" also sometimes called "*bunker fuel.*" When dumped back into the Trou du Nord River, the temperature of water used to cool the turbines must not be more than 3 degrees centigrade different than when taken out, or it could have significant negative impacts on aquatic ecosystems. Needless to say, the use of oil in that fragile environment also poses a risk.

Risk 3 - Social

The Koios study estimates that the local population could grow by between 100,000 and 300,000 people: "*Large industrial or mining projects in poor countries indicate that a large migration like this could occur, no matter what efforts are taken to prevent it.*"

Other studies put the number of potential migrants much lower, but even the addition of 10,000 workers and their family members – 50,000 people – will change the region, currently home to about 250,000 people, mostly farmers and fishermen.

Without zoning laws, urban planning, and heavy police presence, the PIRN might give birth to a new set of slums. The country has already witnessed the "*slumification*" of areas around industrial parks in the capital and in Ouanaminthe, home to the CODEVI park, and it is likely a similar process will occur again.

The sudden arrival of thousands can have numerous negative impacts – more waste, uncontrolled use of water and trees (for cooking needs), and squatter settlements on farmland or in environmentally fragile areas. (U.S. tax dollars are going to be used to build 5,000 homes, but these appear to be slated for "*expatriates*" and management.)

Also, the Koios consultants noted: "*There is... an elevated risk of tension between members of local communities and migrants coming to the region, especially if local residents feel they don't have the opportunity to profit from the project, especially in terms of jobs.*"

The Koios study warned that the negative repercussions of such conflicts might effect factory owners bottom lines, too. "*Local and overseas criticism of the multinational companies operating in the park, as well as negative publicity vis-à-vis relations with the local communities (bringing about costly consumer boycotts, lawsuits, and other expensive consequences in terms of reputations and legal risks) are among the greatest consequences of bad management,*" the report says.

to be continued

Suite de la page (8)



La présentation de Mme Melo-Pinzon a été suivie d'une séance animée de questions réponses qui a abouti à l'audience générale promettant de travailler pour la poursuite de Duvalier.

« Mais qu'il *revienne pour être ressuscité, c'est du jamais lu dans l'histoire* ».

Elle a expliqué comment Amnesty International, une institution vieille aujourd›hui de plus de 50 ans, vise à être une « *organisation indépendante des intérêts politiques, religieuses ou des corporations* ».

« *Nos outils sont en fait les enquêtes qu'on fait sur le terrain et sur le travail conjoint qu'on fait avec des ONG sur le terrain* », a-t-elle dit. « *C'est sûr que ce sont eux les héros et les héroïnes qui sont sur le terrain et qui peuvent vraiment faire la collection de l'information pour que nous soyons capables d'écrire des rapports et de vous appuyer sur le terrain pour vraiment traduire en justice les violateurs de droits humains* ».

Déjà, Amnesty a réédité en 2011 un rapport intitulé « On ne peut pas tuer la vérité »: les violations des droits humains sous Jean-Claude Duvalier, qui comprend tous les rapports qu'Amnesty a produit au fil des décennies sur les Duvalier.

Mais la mission de Mme Melo-Pinzon est de compléter le dossier et elle travaille « *pour que les victimes et les familles des victimes puissent vraiment* vivre enfin en *paix* ».

« *Nous voudrions travailler avec vous* », elle a dit à l'assistance à *Haïti Liberté*, « *pour comprendre davantage, comment ça était pour vous en tant que communauté qui a dû se réfugier ailleurs, et voir comment les gens reviennent et font face à un deuil qui* **[...]**, *soit parce qu'ils ont vécu les tortures, soit qu'ils ont été torturés sans raisons ou peut-être parce qu'ils ont été des opposants, ou peut-être parce que quelqu'un de la famille a disparu* ».

Il y avait quelques membres du public qui ont initialement exprimé leur scepticisme et la méfiance quant à savoir si Amnesty avait la capacité, ni même la volonté, pour vraiment obtenir justice pour les Duvalier, après toutes ces années, compte tenu notamment de l'appui que son régime avait reçu de Washington et de Paris. En effet, Mme Melo-Pinzon a reconnu que « *Haïti est un pays qui vit de l'aide étrangère où les Etats Unis ont effectivement une ingérence importante* ».

Dans le même temps, dit-elle, «*Amnesty n'est pas un pouvoir économique mais plutôt un pouvoir de droit international* », et que « *les autorités ont peur d'Amnesty* ».

Les membres du public ont noté le respect dont jouit Amnesty International auprès des gens à travers le monde, et la colère de Washington lorsque Amnesty avait réclamé l'arrestation de l'ancien président américain George W. Bush quand il avait visité le Canada le 30 Novembre et le 1er Décembre.

Mme Melo-Pinzon a noté que parce que Haïti a signé certaines conventions internationales relatives aux droits, ces lois font nécessairement partie de la loi haïtienne.

« *Une fois Duvalier entré dans le pays, les autorités haïtiennes ont un devoir devant la communauté internationale de traduire Duvalier devant la justice, ce que le gouvernement Préval a fait, mais on attend ce qui arrivera avec le nouveau gouvernement* », a-t-elle dit. « *On a eu certains contacts avec les autorités haïtiennes ici, et il n'y a pas une volonté politique. Tant qu'il n'y a pas une volonté politique, il n'y aura pas un jugement dans le pays. On sait qu'une fois que Duvalier sort [du pays], il y a un mandat d'arrêt. Ça c'est clair. Sauf qu'il ne doit pas sortir... On était très insulté quand on a vu M. Duvalier se promener dans les restaurants quand il y avait un mandat d'arrêt* ».

Malgré le mutisme du gouvernement de Martelly sur la question, «*Amnesty demande qu'il ait une investigation et que le gouvernement haïtien donne toutes les ressources possibles pour qu'il ait un accord juridique qui puisse le traduire en justice, tout en ayant une investigation* », elle a dit.

La présentation de Mme Melo-Pinzon a été suivie d'une séance animée de questions réponses qui a abouti à l'audience générale promettant de travailler pour la poursuite de Duvalier.

Le 22 Septembre, 2011, une conférence de presse organisée par Amnesty International à Port-au-Prince a été perturbée et empêchée par des duvaliéristes comme Osner Févry et Reynold Georges. Malgré une telle intimidation, Mme Melo-Pinzon a juré qu'Amnesty continuera d›accompagner les Haïtiens dans leur lutte pour la justice.

« *On ne peut pas avoir un état de droit en Haïti si on n'a pas une réforme du système de la justice* ». Elle a conclu que « *on ne peut pas perdre la mémoire* » et « *le silence peut tuer une démocratie.* »

Suite de la page (13)

la particularité entre le siècle écoulé où les ogres, les vampires, les loups-garous qui avaient toute cette facilité de profiter, par le biais de la surpuissance militaire et de la misère des bas peuples pour construire aisément d'immenses empires, et notre époque d'aujourd'hui se dessine par l'effondrement spectaculaire de cet Occident agonisant sous les poids de ses défaites militaires en Irak, Afghanistan, Liban, Palestine dans la riche région stratégique (après les défaites encaissées par l'armée israélienne prétendument invincible au Liban et à Ghaza, nous sommes actuellement à l'ère du fiasco des Américains et de leurs alliés en Afghanistan et en Irak) et de ses crises économiques, financières internes.

Pour finir, je dirais adieu à M. dollar et au revoir à M. euro, car il y a un étalon nouveau si ce n'est pas le pétrole, l'or ou l'argent. Le monde d'aujourd'hui est en train de changer à une vitesse inouïe ; hier déjà, son concurrent et adversaire soviétique se permettait de valser à la cadence de la guerre froide, et aujourd'hui, les Yankees préparent les conditions de la mise en place de son nouvel ordre mondial (abattre l'axe du mal). Au lieu de mettre en place un régime soi-disant «démocratique» dans un Irak pacifié par les Américains, l'armée d'occupation américaine, restée seule après la défection de tous ses alliés, alors que toutes les dépenses et péripéties (géostratégie) n'ont servi qu'à préparer sur un plateau d'argent le terrain pour l'offrir à l'Iran, selon un adage arabe : «La sorcellerie s'est retournée contre le sorcier», et les USA n'ont que quelques jours pour plier bagages (grande défaite) et partir, laissant derrière eux un pays, certes martyrisé, mais qui possède un énorme potentiel démographique, des ressources stratégiques qui commencent à être mises au service des causes de la nation. L'Irak rejoint le camp ou l'axe de la résistance et, du même coup, relie géographiquement l'Iran à la Syrie et au Liban, formant ainsi un front unique en contact direct avec les frontières de la Palestine occupée, et renversant l'équilibre des forces dans une région allant de part et d'autre de la région du Golfe, de la mer Noire jusqu'à la mer d'Oman et la mer Rouge.

Alors, demain un autre monde verra le jour, c'est ce que les stratèges prévoient et non Madame Soleil. Les Américains, dont leurs troupes se retirent d'Irak pour être probablement déployées dans les pays du Golfe, ne serviront que comme chair à canon dans la moindre confrontation avec les Iraniens. Le détroit d'Ormuz représente un lac dont l'unique ouverture représente le passage obligé d'au moins 50% des approvisionnements mondiaux en hydrocarbures, et c'est déjà une force qui dictera sa loi. L'Iran ne donne que des réponses négatives aux implorations et lamentations américaines, le priant et l'implorant, tout en se prostituant, dans l'espoir de sauver sa réputation (discussions directes, téléphone rouge...), il ne reste aux Américains et leurs alliés qu'à multiplier les menaces d'une frappe contre l'Iran ou d'une intervention militaire en Syrie. Les USA cachent leur impuissance et se sont donnés des airs triomphalistes (capture de Saddam et Ben Laden à la hollywoodienne et d'El Gueddafi à la yankee…). Le Moyen-Orient connaîtra bien des guerres s'il y en aura en Iran, en Syrie, au Liban et en Palestine, mais de leurs conséquences, naîtra un nouvel ordre mondial contraire aux chimères américaines.

Benallal Mohamed. Magistrat, retraité de la Cour des comptes

Notes

1) Thierry Meyssan a été déclaré persona non grata sur le territoire des Etats-Unis par le Département de la Défense américaine. Selon une statistique du Département de la sécurité intérieure, datée de juin 2005, plus de 3000 ouvrages ont été publiés dans le monde pour ou contre Thierry Meyssan par rapport à son livre : L'Effroyable imposture, selon lequel «aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone» le 11 septembre, est un complot de la CIA.

El Watan 10 décembre 2011

Suite de la page (7)

dans la région, surtout si les habitants locaux estiment ne pas avoir la possibilité de profiter du projet, en particulier en matière d'emploi. »

Koios s'inquiète également de l›effet négatif que ces conflits pourraient avoir sur les intérêts des propriétaires d›usines : « Des objections globale ou localisée aux sociétés multinationales opérant dans le parc, ainsi qu'une publicité négative quant aux relations avec la communauté locale (pouvant entraîner des boycotts de consommateurs, des litiges, et d'autres conséquences coûteuses (en termes de réputation et de risques juridiques) comptent parmi les conséquences plus larges d'une mauvaise gestion ».

Limiter les risques

Évidemment, malgré les risques que soulèvent les études de Koios, d'Eviron et de la BID, elles ont toutes les trois, en final, appuyé le projet. Par contre, ces études dressent aussi des listes des nombreuses précautions qui doivent être prises pour minimiser ou éliminer ces risques. Sur des pages et des pages de documents , les consultants ont souligné les lois d'encadrement à voter, les programmes qui devraient être suivis et les projets de construction qui devraient inclure immédiatement la création d›aires aquatiques protégées, une étude exhaustive des impacts environnementaux pour les 12 à 24 premiers mois, le financement et la construction d›habitations et d›infrastructures pour desservir les migrants attendus sur le site du PIRN et en périphérie, entre autres mesures.

Koios a aussi rivalisé d'optimisme en écrivant : « si une proportion suffisante des recettes fiscales supplémentaires était consacrée au développement et à l'amélioration de l'infrastructure sociale et physique dans la région, beaucoup de ces effets négatifs pourraient être évités ou atténués ».

En effet, un investissement massif pourrait limiter les risques. Mais Koios semble oublier que les locataires du parc – le géant du textile Sae-a et d'autres compagnies – seront complètement exemptées d›impôts durant les 15 prochaines années, ce qui signifie que les « recettes fiscales supplémentaires » devront être prélevées sur les salaires des employés, dont la plupart seront aussi complètement exempts d'impôts, étant donné que leur salaire journalier sera d'à peu près 5,00 $US par jour.

Or, même si on réussit à trouver les fonds nécessaires, plusieurs voix s'élèvent, dont celle de l›actuel Ministre de l›Environnement, pour dire que les recommandations ne vont pas assez loin.

Dans son rapport de 20 pages sur l'étude de Koios, du 30 juin 2011, intitulé : « Sous quel prérequis pourrions-nous envisager une situation «gagnante-gagnante» d'un point de vue environnemental? » Joseph Ronald Toussaint estime que le document constitue un pas dans la bonne direction, mais qu›il sous-estime « la magnitude de l'impact », « l'importance de l'impact », « la durée de l'impact » et « les changements biophysiques ».

Alors qu'il n›était qu'un employé du ministère, Toussaint a aussi affirmé que : « A aucun moment le Ministère n›a pris part à une réflexion identifiant Caracol comme site » ni dans les termes de référence pour l'étude d'impact de Koios. Comme mentionné plus haut, Toussaint juge que les estimations faites des besoins en eau sont trop « conservatrices ».

Tout de même, le rapport de Toussaint estimait qu'une situation « gagnante-gagnante » serait envisageable, si 54 millions $US étaient dépensés pour des études et pour limiter les impacts négatifs.

Qu'a fait le MEF de ces recommandations? Au mois d'août et septembre 2011, AKJ a tenté, à de nombreuses reprises, de rencontrer Ronald Baudin, Ministre de l'Économie et des Finances à l'époque, ainsi que Toussaint, et a réussi à obtenir d'eux des promesses d'entrevue. Pourtant, les deux bureaux n'ont jamais donné suite.

Peut-être le Ministère de l'Environnement a renoncé à la lutte pour protéger la baie ?

Lors de l'inauguration des travaux de construction du PIRN, le 28 novembre 2011, il n'y avait aucun représentant du dit ministère. En plus, la question environnementale ainsi que la Baie de Caracol n'ont pas été mentionnées.

Qu'en pensent les résidants de Caracol?

Pierre Renel, comme la plupart des habitants des environs de Caracol, est agriculteur. Il fait partie des agriculteurs qui ont perdu leurs récoltes en janvier dernier et qui ont formé l'Association pour la Défense des Travailleurs de Caracol (ADTC).

Renel, président de l'ADTC, souligne que : « L'endroit choisi pour le parc industriel est le plus fertile de toute la région. Nous y cultivons beaucoup de plantain, de haricots, de maïs, de manioc, etc… C'est comme ça que nous élevons et éduquons nos enfants… c'est notre trésorerie! »

Mais Renel et les autres habitants de la région ne sont pas opposés au parc. Au contraire, ils espèrent, qu'avec leurs enfants, ils pourront bénéficier des emplois que les fonctionnaires et les consultants leur ont décrits. Quelques résidants ont déjà été embauchés en tant que gardiens ou pour travailler dans le kiosque d'information.

Selon le site web du PIRN, tous les agriculteurs ont également reçu, soit des terres, soit de l'argent en compensation des récoltes perdues ou pour la valeur de leurs terres, si du moins elles leur appartiennent. De leur côté, des agriculteurs nous ont affirmé, lors d'entrevues téléphoniques, qu'ils ont été promis de l'argent *et* des terres. En plus, ils estimaient n'avoir pas reçu le montant qui leur ont été promis. « Ils nous ont dit que les paysans recevraient de l'argent et des terres, et selon Michaël Landsheer (du MEF), les propriétaires devaient recevoir 1,200 $ US par hectare, mais ils n'ont pas tenu leur promesse », a confié Renel à AKJ.

L'agriculteur Robert Étienne est enthousiaste à propos des usines. « On aurait déjà dû construire quelque chose du genre! Il n'y a pas de travail dans ce pays », a-t-il dit, les yeux pétillants d'émotion.

Mais Étienne, du haut de ses soixante-dix ans, ne sera pas de ceux qui trouveront du travail. Il est trop vieux. Peut-être ses enfants obtiendront-ils des emplois? Peut-être, peut-être pas. Même à des salaires de misère, la compétition sera féroce.

Étienne, Renel et bien d'autres ne savent probablement pas à quel point les salaires seront bas, ni comment l›économie locale sera transformée quand débutera la construction et que les usines commenceront à ouvrir leurs portes : explosion démographique, hausse des loyers, accroissement du secteur informel et des vendeurs ambulants, baisse de la production agricole locale et peut-être même la montée du prix de la nourriture.

Comme on peut le lire dans les articles précédents de cette série, les usines d'assemblage et leurs salaires de misère ne sont pas des projets sociaux, malgré toutes les affirmations faites dans les médias et les études. A titre d'exemple, l'étude de Koios affirme que le PIRN fournira des « moyens de subsistance à un maximum de 500 000 personnes, soit 10 % de la population d'Haïti. »

Cette affirmation est très difficile à vérifier. La plupart des travailleurs gagneront un salaire insuffisant pour payer un loyer, encore moins pour envoyer des enfants à l'école.

Dans le cadre de cette même étude, les auteurs offrent une opinion un peu plus honnête : le PIRN « a avant tout été conçu pour faciliter les investissements d'entreprises. »

Comme décrit plus haut, Sae-A et les autres manufacturiers du textile font leur entrée en Haïti pour profiter des salaires très bas, d'une exemption des frais de douane vers les États-Unis jusqu'en 2020, d'un long répit fiscal en Haïti et de la proximité au marché américain. Le PIRN s'inscrit dans une économie mondiale fondée sur l'exploitation des salaires les plus bas et « la course vers le bas ».

Est-ce que l'exploitation, les risques environnementaux potentiels et les bouleversements sociaux constituent vraiment une situation « gagnante-gagnante ?»

Est-il juste de dépenser 179 millions $US de fonds publics étrangers en Haïti, au détriment potentiel des ouvriers dans d'autres pays ?

Peut-on construire une « nouvelle » Haïti sur des salaires de misère et des zones franches?

Notes

1…Le nom de cette ouvrière a été changé pour protéger son identité car, malgré le fait que la Constitution haïtienne reconnaisse le droit à la liberté de parole et celui des travailleurs de s'organiser, la plupart des lieux de travail sont imprégnés de crainte en raison de l'anti-syndicalisme répandu. Toutes les entrevues se sont déroulées durant le printemps et l'été 2011.

2… Les ouvriers dans les usines d'assemblage sont payés d'un salaire de base (150 gourdes par jour) avec des supplémentaires pour travail supplémentaire. Ce moyen est calculé sur son salaire typique pour deux semaines, et a été confirmé par l'usine.

3…Les noms des ouvrières ont été changés pour protéger leurs identités

4 "Central America Maquiladoras And Their Impact On Economic Growth And Employment" in Economics and Finance Review 1(1): 1-14, March 2011. Acessed - http://www.businessjournalz.org/articlepdf/efr002.pdf

5 "Missing Links: Foreign Investment and Industrial Development in Costa Rica and Mexico, Eva A. Paus and Kevin P. Gallagher," Studies Comparative International Development (2008) 43:53–80. Accessed - http://www.bu.edu/ir/files/2009/10/gallagher.pdf

6…De nombreux observateurs, y compris au sein du Ministère de l'Environnement, se sont élevés contre le fait que le premier et le second rapport ont été préparés par la même firme.

7 L'original, en anglais, contient de nombreuses erreurs. Des corrections peuvent apparaître entre crochets

8… La section « L'eau » repose entièrement sur l'étude de Koios et sur des citations de l'étude de Louis Berger.

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA) et les radios communautaires de l'Association des Médias Communautaires Haïtiens (AMEKA).

Drone espion américain abattu en Iran

Par Oliver Campbell

Un obscur incident impliquant un drone espion américain abattu dans l'est de l'Iran soulève des questions à savoir ce qu'il faisait là, alors que les États-Unis et Israël ne cessent de prendre des positions toujours de plus en plus provocatrices envers le régime iranien.

Les médias iraniens ont rapporté dimanche que les forces armées iraniennes avaient abattu un drone furtif sophistiqué américain Sentinel RQ-170. La Force internationale d'assistance à la sécurité de l'OTAN a publié une déclaration en réaction, affirmant que les opérateurs d'un drone avaient perdu le contrôle de celui-ci lors d'un vol de surveillance effectué dans l'ouest de l'Afghanistan la semaine dernière.

Washington a nié que le drone ait été abattu, prétendant qu'il avait dévié de sa trajectoire et s'était écrasé. Selon NBC, des responsables américains ont admis que le drone était utilisé par la CIA dans le cadre d'une mission secrète.

Aux États-Unis, les médias ont minimisé ou totalement ignoré la violation de la souveraineté de l'Iran, se bornant à reprendre la version officielle de Washington en répétant ses préoccupations que Téhéran et d'autres gouvernements pouvaient acquérir des informations techniques sensibles sur le drone. Aucune des questions sérieuses soulevées par l'incident n'a été approfondie.

Le drone de modèle RQ-170 aurait été largement utilisé par l'armée américaine en Afghanistan, notamment pour effectuer la surveillance du complexe d'Oussama Ben Laden au Pakistan, avant et pendant le raid américain de mai dernier. Cet appareil est capable d'échapper à la détection radar et autres systèmes de surveillance, et est équipé de caméras à haute performance et de dispositifs capables d'intercepter les communications audio.

L'utilisation de drones furtifs en Afghanistan est douteuse, étant donné que les talibans et les divers mouvements insurgés n'ont pas de technologie radar. Ce fait alimente les spéculations selon lesquelles l'Afghanistan sert en fait tout simplement de base pour les drones qui effectuent des vols de reconnaissance en Iran et au Pakistan.

Stratfor, un groupe-expert proche de l'Armée et du monde du renseignement aux États-Unis, considère l'histoire officielle du drone égaré dans l'espace aérien iranien comme « douteuse », affirmant que les États-Unis effectuent des opérations de renseignement en Iran depuis des années. Stratfor a soulevé l'inquiétude que l'Iran pourrait avoir acquis la capacité de détecter et d'abattre les drones furtifs.

L'article explique : « Les États-Unis ont longtemps mené une vaste campagne RSR (renseignement, surveillance et reconnaissance) en Iran, en particulier pour cartographier les sites nucléaires iraniens, les unités de missiles balistiques et leurs efforts de développement, de même que le réseau de défense aérienne et de nœuds de commandement et de contrôle du pays. Compte tenu des photos montrant des RQ-170 à Kandahar, cet appareil a presque certainement été activement impliqué dans ces efforts depuis des années. »

L'Iran a affirmé avoir abattu deux drones espions dans le golfe Persique en janvier, et un autre en juillet au-dessus de la ville de Qom, à proximité du site de la centrale nucléaire Fordu, un centre d'enrichissement de l'uranium construit à grande profondeur.


Les forces armées iraniennes avaient abattu un drone furtif sophistiqué américain Sentinel RQ-170

La liste des cibles du renseignement en Iran met en lumière les préparations détaillées faites par le Pentagone et la CIA pour mener des opérations contre les installations nucléaires iraniennes, qui dans le cas de frappes aériennes auraient à cibler les défenses aériennes et les postes de commandements militaires. L'administration Obama continue de maintenir que toutes les options demeurent « sur la table », ce qui comprend également les frappes aériennes non provoquées et la guerre.

Cette « vaste campagne étendue de RSR » peut très bien avoir comme but plus immédiat de soutenir ce qui semble être une escalade de la guerre secrète d'Israël et des États-Unis contre les programmes nucléaire et balistique de l'Iran.

Une explosion inexpliquée survenue le 12 novembre sur une base militaire près de Téhéran a tué le général Hassan Tehrani Moghadam, qui était au centre du programme de développement des missiles de l'Iran. Selon l'article du New York Times intitulé « Explosion seen as big setback to Iran's missile program » (Une explosion considérée comme un gros revers pour le programme de missiles de l'Iran), cette base est utilisée pour tester et développer un combustible solide de pointe pour missiles. Les images satellites rendues publiques par un groupe de recherche basé à Washington montrent que des pans entiers de la base auraient prétendument été détruits par l'explosion.

Le régime iranien a déclaré que l'explosion du 12 novembre était un accident, mais plusieurs analystes ont suggéré qu'elle puisse avoir été le résultat d'une opération de sabotage américaine ou israélienne. Le New York Times a établi un lien entre l'explosion et le drone abattu, notant qu'il y a eu d'« intenses efforts de surveillance » des sites d'armes iraniens soupçonnés.

L'article ajoute : « Une des nombreuses théories qui gravite autour de l'explosion à la base de missiles, c'est que celle-ci pourrait avoir été frappée par une arme, peut-être tirée depuis un drone, ce qui aurait déclenché l'énorme explosion qui s'est ensuivie. »

Cette explosion n'est pas le seul incident resté inexpliqué. Le 28 novembre, l'agence semi-officielle Fars News a fait état d'une « forte explosion » près de la ville d'Ispahan. Le régime a nié que l'explosion se soit produite à l'usine de conversion d'uranium du pays située près de cette ville. Selon un article paru dans le Times cependant, il y aurait des images satellites montrant de la « fumée » et de la « destruction » aux installations, citant des responsables du renseignement israélien qui disaient qu'il n'y avait « aucun doute » qu'une explosion était survenue à l'établissement.

Le même jour que l'explosion d'Ispahan, le ministre du renseignement d'Israël, Dan Meridor, a ostensiblement déclaré à la presse : « Il y a des pays qui imposent des sanctions économiques, et il y a des pays qui agissent par d'autres moyens pour faire face à la menace nucléaire iranienne. »

Ces explosions suivent l'assassinat l'an dernier de deux des meilleurs scientifiques nucléaires iraniens et d'une autre tentative qui a échoué, des gestes largement attribués au Mossad, l'agence de renseignement israélienne bien connue pour de tels actes criminels.

Selon un article du Los Angeles Times publié dimanche, pour « beaucoup d'anciens responsables du renseignement américain et d'experts sur l'Iran », l'explosion du 12 novembre s'inscrit dans « un effort secret des États-Unis, d'Israël et d'autres pays pour enrayer les programmes nucléaire et balistique de l'Iran ». L'analyste Patrick Clawson du Washington Institute for Near East Policy a déclaré au journal : « Il semble qu'il y ait une campagne d'assassinats et de guerre cybernétique, ainsi qu'une campagne semi-reconnue de sabotage. »

En Israël, les médias ont largement rapporté que le ministre de la Défense Ehoud Barak et le premier ministre Netanyahu ont fait campagne dans le cabinet israélien pour mener une attaque préventive contre l'Iran. Hier, le journal conservateur Jerusalem Post a indiqué que le différend n'était pas tant « sur l'ampleur ou la gravité de la menace – tous sont d'accord que l'Iran doit être stoppé – mais plutôt à savoir quel serait le meilleur moment pour qu'Israël agisse. » Le journal a également décrit les deux explosions comme « faisant partie de la guerre secrète que l'Occident mène contre l'Iran. »

Le gouvernement israélien a bondi sur le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui affirme qu'elle détient des preuves que l'Iran a effectué des recherches liées aux armes nucléaires. Une grande partie du rapport est basée sur de vieilles informations fournies par différentes agences de renseignement, y compris celles d'Israël et des États-Unis. Téhéran a nié à plusieurs reprises l'existence de tels plans pour construire une bombe, qualifiant les preuves de fabriquées.

Comme ils l'ont fait en Irak, les États-Unis et leurs proches alliés font appel à des allégations douteuses à propos de programmes d'armes nucléaires pour justifier une politique agressive visant à façonner un régime à Téhéran plus soumis à leurs intérêts économiques et géopolitiques. L'augmentation du nombre d'indices démontrant que des opérations clandestines risquées sont menées, la toute dernière étant celle où le drone a été abattu, agite le spectre qu'une attaque ou une provocation contre le régime iranien pourrait déclencher une conflagration militaire bien plus grave.

Wsws 7 décembre 2011

Hernando Calvo Ospina se voit refuser la nationalité française !

Lettre ouverte à Monsieur Claude Guéant,
Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration

Monsieur,

Nous avons été profondément choqués en prenant connaissance du courrier daté du 22 septembre 2011 que Monsieur Laurent Audinet, sous-directeur de l'accès à la nationalité française, a adressé à Monsieur Hernando Calvo Ospina pour lui notifier le rejet de sa demande de naturalisation.


Hernando Calvo Ospina

Ce courrier est une atteinte à la souveraineté de la France et un affront à l'égard d'un pays avec lequel nous entretenons des relations diplomatiques normales. Plus encore, il constitue une injure à l'encontre de la liberté de pensée et de l'indépendance des journalistes. Dans les premiers arguments invoqués, figure l'inscription sur une liste d'interdiction de survol du territoire des Etats-Unis « No fly list ». Pour en mesurer le sérieux et l'objectivité, rappelons que jusqu'en 2008 Nelson Mandela figurait sur une « No fly list » !

Comment une mesure qui concerne un Etat tiers, les Etats-Unis d'Amérique, peut-elle servir de justification officielle aux autorités françaises ? Outre le fait que ces « No fly lists » sont fortement contestées par les défenseurs des droits de l'homme y compris aux Etats-Unis, nous nous interrogeons encore sur les motifs pour lesquels Monsieur Calvo Ospina figure sur cette liste.

Par ailleurs, vous reprochez à Monsieur Calvo Ospina ses « relations avec la légation cubaine à Paris » et sa « proximité avec l'idéologie castriste », nous vous rappelons que Monsieur Calvo Ospina est viceprésident de l'Association d'amitié France Cuba et qu'il est tout à fait normal qu'il entretienne de telles relations. Mais, et c'est là le plus choquant, vous parlez de « régime castriste », « d'idéologie castriste », termes à connotation fortement péjorative, dans un courrier officiel, à entête d'un ministère, en parlant d'un pays, Cuba, avec lequel nous semble-t-il, la France entretient des relations diplomatiques normales qui devraient impliquer un minimum de respect.

Vous reprochez ensuite à Monsieur Calvo Ospina d'avoir « rencontré plusieurs membres des FARC », mais comme vous le dites vous-même, c'était « à l'occasion de [ses] activités de journaliste ». D'autre part vous lui reprochez d'avoir critiqué la diplomatie française dans « son alignement sur les mesures de rétorsion prises par l'Union européenne envers le régime castriste ». Ainsi donc, aux pays des droits de l'homme, les journalistes français ne devraient-ils écrire que pour soutenir la politique officielle française ? Jusqu'à aujourd'hui, nous pensions que la France était soucieuse de la liberté de presse et de pensée.

Nous vous rappelons que Monsieur Calvo Ospina vit en France depuis 25 ans, qu'il a une compagne et deux enfants français, nés dans notre pays ; qu'il n'y a jamais troublé l'ordre public ni appelé à la subversion. La France n'est pas en guerre avec Cuba, pas plus qu'elle n'est impliquée dans le conflit interne en Colombie.

Les arguments au soutien du rejet de la demande de naturalisation de Monsieur Calvo Ospina sont donc des plus fantaisistes et viennent écorner l'image de notre pays.

Recevez, Monsieur, nos salutations distinguées.

Pour le Secrétariat de l'Association France-Cuba,
André Minier, Corinne Pastori, Dominique Leduc.

Paris, le 30 novembre 2011

Des allocations familiales au Venezuela

Le président vénézuélien Hugo Chavez a inauguré lundi un nouveau programme d'allocations familiales visant à verser l'équivalent de 100 dollars par mois et par enfant aux familles démunies.

Hugo Chavez, qui briguera un nouveau mandat présidentiel l'année prochaine, estime que les différents programmes sociaux qu'il a mis en oeuvre sont la preuve des bénéfices de la révolution socialiste qu'il mène au Venezuela. Ses opposants dénoncent, eux, du clientélisme pré-électoral servant à masquer l'échec de sa politique économique.

Jdd 12 décembre 2011


Le président vénézuélien Hugo Chavez

La médecine cubaine a découvert le vaccin contre le cancer du poumon !

La nouvelle fait déjà grand bruit dans le monde médical occidental. Les chercheurs cubains annoncent que le CIMAVAX EGF, un vaccin cubain contre le cancer du poumon a prouvé son efficacité. Des millions de patients dans le monde vont pouvoir être sauvés. Selon la correspondante de CCN, la recherche cubaine accorde une priorité au combat contre le cancer.

Par Tania Hernandez



Gisela Gonzalez, chef de l'équipe médicale qui a développé le médicament



Le vaccin Cimavax EGF est le premier vaccin thérapeutique contre le cancer du poumon enregistré à Cuba et dans le monde

Le cancer du poumon est considéré comme l'un des cancers les plus graves, fréquents et mortels au monde. L'Organisation Mondiale de la Santé a fait savoir que cette maladie tue chaque année 5 millions de personnes, et que la tendance est à la hausse. On estime qu'en 2030 8 millions de personnes mourront par an de cette maladie.

À Cuba, 20 000 personnes meurent chaque année de cancer du poumon. Elle est la principale cause de mort dans 12 des 15 provinces cubaines.

Des chercheurs du Centre d'Immunologie moléculaire de La Havane ont mis au point le vaccin thérapeutique Cimavax EGF, qui est le résultat de 25 ans de recherche sur les maladies associées au tabagisme.

Le docteur Gisela Gonzalez qui a dirigé l'équipe de chercheurs qui a créé le vaccin pense que grâce à ce médicament le cancer du poumon pourrait devenir une maladie chronique contrôlable, car le vaccin favorise la génération d'anticorps contre les protéines qui déclenchent la prolifération sans contrôle des cellules cancérigènes.

Le vaccin est appliqué chez des patients souffrant de cancer du poumon très avancé (stade 3 et 4) qui n'ont pas de réponse positive à d'autres traitements comme la chimiothérapie et la radiothérapie. Il améliore de façon significative la qualité de la vie des patients en stade terminal.

Le CimaVax-EGF a été testé sur plus de 1000 patients dans tout Cuba et actuellement il est distribué gratuitement dans des hôpitaux cubains.

Le 4è atelier international sur le CIMAVAX EGF et les résultats obtenus grâce à l'application de ce vaccin viennent de prendre à La Havane. Des experts du Pérou, du Brésil, de l'Argentine, de la Colombie, de la France, de la Belgique, de la Serbie, de la Corée et de l'Allemagne y ont pris part.

La rencontre a été organisée par le Centre d'Immunologie Moléculaire et l'entreprise qui commercialise les produits bio pharmaceutiques CIMAB S.A. CIMAvax-EGF est le premier vaccin de son type dans le monde et il a été breveté à Cuba, au Canada, aux États-Unis, au Japon et en Afrique du Sud entre autres pays.

Des effets secondaires sévères n'ont pas été enregistrés, il provoque une réponse immunitaire et a augmenté le taux de survie et la qualité de vie des patients traités. Le docteur Agustin Lage, directeur du Centre d'Immunologie moléculaire a expliqué, dans des déclarations à notre station de radio que la réunion a permis à des spécialistes de Cuba et d'autres pays qui utilisent ce médicament novateur d'échanger leurs expériences pratiques, ce qui va permettre une utilisation optimale, une combinaison réussie avec d'autres médicaments contre ce type de cancer. Le Cimavax EGF se trouve en phase d'essai clinique dans 58 hôpitaux cubains et dans 12 pays.

Par ailleurs, le directeur scientifique du groupe pharmaceutique malaisien Bioven, le Belge Erik D'Hondt a fait savoir que ce vaccin thérapeutique contre le cancer du poumon sera administré, dans quelques jours, à un groupe de patients britanniques.

Il a fait savoir que Bioven encourage la recherche avec ce produit dans d'autres pays d'Europe ainsi qu'en Australie, en Thaïlande et en Malaisie.

La Havane. Mercredi 30 novembre 2011. CCN

Mumia Abu-Jamal ne sera pas exécuté !



Mumia Abu-Jamal

Après trente années passées dans le couloir de la mort, le journaliste et ancien militant des Black Panthers ne sera pas exécuté mais finira sa vie en prison sans possibilité de libération.

Le procureur de Philadelphie Seth Williams a en effet annoncé, hier, qu'il ne redemanderait pas la peine de mort contre l'ancien journaliste, trente ans après sa condamnation pour le meurtre d'un policier blanc à Philadelphie. «Abu-Jamal ne sera plus condamné à mort, mais il restera derrière les barreaux pour le restant de ses jours», a précisé le procureur dans un communiqué, ajoutant qu'il n'avait «aucun doute», sur le fait que Mumia Abu-Jamal, 57 ans, avait tué le policier Daniel Faulkner le 9 décembre 1981. La décision du procureur implique que, selon la loi de l'Etat de Pennsylvanie (Est), Mumia Abu-Jamal finira sa vie en prison sans possibilité de libération. «Les procureurs ont fait ce qu'il fallait faire. Après trente ans, il était temps de mettre fin à cette recherche de la peine de mort», s'est réjoui mercredi le NAACP, principale organisation de défense des droits civiques des Noirs américains, qui a assisté le condamné dans sa défense.

En octobre dernier, la Cour suprême avait refusé de se saisir du dossier, après qu'une cour d'appel fédérale eut décidé au printemps que la condamnation de Mumia Abu-Jamal devait être réexaminée, les instructions données aux jurés lors du procès en 1982 étant mal formulées. C'est dans ce cadre que les procureurs de Philadephie ont renoncé à redemander la peine de mort, après de nombreux appels de ses défenseurs à tous les niveaux de juridiction.

Depuis plusieurs années, ses avocats ont tout tenté pour obtenir qu'il ne soit pas exécuté. La NAACP avait dénoncé le manque d'équité des audiences qui avaient conduit à sa condamnation à mort, par un jury exclusivement blanc.

Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort en 1982 pour le meurtre, le 9 décembre 1981, de Daniel Faulkner, un policier blanc de Philadelphie. Incarcéré depuis dans une prison de Pennsylvanie, cet homme de 58 ans n'a jamais cessé de clamer son innocence, notamment dans des livres et des émissions de radio. Son cas a pris une dimension internationale depuis plusieurs années. Aux États-Unis et en Europe, les opposants à la peine de mort se sont mobilisés en sa faveur, estimant que l'homme était victime d'un système judiciaire raciste.

L'Humanité 8 Décembre 2011

Suite de la page (12)

grossière tentative de récupération du printemps arabe en vue de déstabiliser ce pays et la région alentour au profit de certains autres Etats, Israël en tête. Cela ne délégitime pas les revendications des manifestants (du moins ceux qui sont pacifiques), mais cela fausse la donne sur les vrais enjeux de cette crise syrienne. Et qui pour y remédier actuellement ? Mystère.

En tant que chrétien je m'interroge beaucoup sur la présence d'hommes de paix en Syrie et sur leur rôle dans cette crise. Un encadré de l'article sus cité évoquait la situation d'une figure spirituelle de ce pays, le père Paolo Dall'Oglio, actuellement menacé d'expulsion par le régime syrien. Ce jésuite italien, « qui prône depuis le début de la crise le dialogue entre le régime et l'opposition » est installé depuis trente ans en Syrie où il accomplit, paraît-il, un remarquable travail de dialogue interreligieux. Et du coup je me demandais, en allant à la fameuse conférence également sus citée, ce qui avait pu pousser le régime à vouloir l'expulser. Et à vrai dire je n'ai pas tardé à comprendre : il m'apparaît désormais évident que ce prêtre, étranger rappelons-le, a dû manquer de loyauté à l'égard du régime de ce pays où il a été accueilli. Aurait-il donc dû apporter un soutien sans faille à la répression sanglante ? Loin de moi cette idée. Mais au moins dénoncer les crimes aussi bien d'un côté que de l'autre, dénoncer à temps et à contre temps, c'était en son pouvoir, et c'était son devoir. Sans signer un chèque en blanc vis-à-vis du régime, il aurait dû défendre celui-ci contre les attaques virulentes et injustes dont il fait l'objet depuis tout de même près de huit mois. En tant qu'étranger et en tant que personnalité ayant une certaine aura, c'était son devoir d'état. Jésus avait répondu aux pharisiens qui lui demandaient s'il fallait payer l'impôt : « *Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu* » (Matthieu, XXII, 21). Du haut de sa communauté monastique Al Khalil de Mar Moussa, située à 100 km de Damas et dont il est le prieur, il semble que ce prêtre ait oublié la première partie de cette phrase. Parce que faire du dialogue dans un cadre religieux et spirituel porteur (ce qui ne veut pas dire facile), c'est très bien ; mais lorsque la nation et le peuple sont en danger d'implosion, c'est là qu'il ne faut pas reculer et qu'il faut s'engager, se mouiller, voire se salir les mains lorsqu'on ne peut pas faire autrement. Jésus, lui, n'a pas eu peur de se souiller en allant au contact et à la rencontre des pécheurs. Pas de neutralité possible en situation de crise ! Le devoir du chrétien est de s'engager. Le Christ et ses disciples n'étaient ni des hippies à la philosophie *peace and love*, ni des bisounours !

D'autre part le Christ avait dit peu avant : « Celui qui n'est pas avec moi est contre moi. Celui qui ne *se rassemble pas avec moi disperse* » (Matthieu, XII, 30). Bachar al-Asad est loin d'être un saint mais il aurait pu dire la même chose au père Dall'Oglio. Car qui rassemble ce peuple, qui fédère ce pays depuis douze ans bientôt, à part le président syrien ? Où est-elle, cette opposition unie, cette société civile solidement construite qui entend prendre les rennes du pays et lui offrir un nouvel avenir ? Pour l'instant c'est surtout par son absence qu'elle brille médiatiquement, notoirement divisée comme elle l'est. L'opposition libyenne, au moins, avait le mérite d'offrir une personnalité, un visage, des perspectives (du moins en apparence) : en tout cas des interlocuteurs mandatés et avec qui discuter. Huit mois après le début de la crise, ceci n'est guère lisible en Syrie, comme je l'ai écrit plus haut. La question persiste : quelle opposition et pour quelle alternative ?

En attendant arrêtons-nous un instant sur ce nombre : 4000. Cette barre des 4000 morts qui vient d'être franchie en Syrie, ainsi que le régime syrien le reconnaît lui-même. Comment a-t-on pu en arriver là ? C'est la question que devraient se poser tous les responsables politiques et religieux de ce pays, tous bords confondus ! A commencer par le père Dall'Oglio dont on se demande bien où sont passés les fruits de paix, de miséricorde, de partage, de dialogue, de justice et de fraternité qu'il est censé avoir insufflés et inspirés en trente ans d'apostolat dans ce pays. Ça c'est une vraie question ! Car pour que ce genre de fruits demeurent, se cantonner à déclarer d'une voix fluette : « Prônons le dialogue » ne suffit pas. Encore faut-il s'engager sur le terrain, aller au charbon afin d'enraciner ces valeurs universelles dans la terre qui a eu la gentillesse de nous accueillir. (Ce n'est malheureusement pas la première fois que notre Eglise est défaillante dans sa mission de justice, de paix et surtout d'harmonie et de concorde entre les hommes : le génocide au Rwanda, ce pays entièrement christianisé, est sans doute le plus grand drame récent de cet ordre. Ce n'est pas non plus la première fois qu'elle se trompe de positionnement : j'ai en tête, lus il y a quelques années, les propos d'un évêque vénézuélien qui n'avait absolument rien compris au socialisme de Chavez, pourtant bien plus proche des Evangiles que le régime d'oligarques potentats auquel il a succédé; et plus ancienne la tirade scandaleusement assassine de Mgr Ligondé, ancien archevêque de Port-au-Prince, envers J.-B. Aristide peu après son élection en 1991).

Et toutes les autres personnalités syriennes devraient aussi se poser la question, au-delà de la récupération et de la manipulation internationale dont cette crise est devenue l'objet : qu'ont-elles fait depuis quarante ans (et surtout que n'ont-elles pas fait) pour en arriver là? S'accommoderaient-elles donc si facilement et en toute conscience de tous ces jeunes manifestants tués par l'armée au prétexte que toute révolution a ses martyrs et qu'il n'y a pas d'autre choix que d'en passer par là ? En viendraient-elles même, par une sorte de perversité scandaleuse, à se satisfaire de voir le nombre de morts augmenter, en pensant que le discrédit et l'opprobre internationaux augmenteront en proportion sur le régime syrien et finiront par en venir à bout ? Mais le but de la non-violence n'est-il pas qu'il y ait le moins de morts possible ! Rappelons-nous le deuil et le jeûne de trois jours portés par Gandhi, après son erreur d'avoir organisé un rassemblement qui s'était achevé dans un bain de sang sous les fusils de l'armée britannique. Rappelons-nous aussi la durée du combat non-violent mené par Gandhi et par bien d'autres pour s'affranchir de jougs étrangers. De tels combats ne se mesurent pas en mois mais en années. Et la non-violence n'engendre pas autant de morts qu'actuellement en Syrie.

Alors arrêtons de parler sans cesse et uniquement de répression, et de prendre les soldats syriens pour des fous sanguinaires alors que ce sont des pères de famille comme nombre d'entre nous. Arrêtons donc de toujours aboyer avec les loups. Et surtout ne nous leurrons pas et ne tombons pas dans ce manichéisme si facile et si médiatiquement correct, à propos de la Syrie. Trop de peuples ont été ainsi abattus en plein vol et mettront des décennies à s'en remettre (je pense naturellement au coup d'Etat de 1991 contre la République d'Haïti, alors qu'elle était si bien partie pour prendre enfin son envol).

Voilà pourquoi, aujourd'hui, je doute fort que la chute du régime syrien soit une solution viable pour ce pays. De toute façon Bachar al-Asad partira le moment venu, quand il n'aura plus le soutien du peuple (ce qui n'est pas encore le cas, et le temps qui passe semble lui donner raison) : c'est lui-même qui l'a déclaré tout récemment à des médias américains (dans une interview particulièrement éclairante et beaucoup plus crédible que ce que nos intellectuels et penseurs français en ont compris). Il a une marge de manœuvre étroite et fait ce qu'il peut pour faire évoluer son pays en entreprenant des réformes importantes et nécessaires. Comme on le sait la violence et la précipitation ne produisent souvent rien de bon, pour ne pas dire jamais. Alors, qu'il faille maintenir la pression sur lui et son gouvernement pour que cette série de réformes ne s'arrête pas et puisse à terme répondre à la soif de justice et de liberté de la jeunesse syrienne et du peuple syrien dans son ensemble, soit. Mais donnons encore du temps à ce régime, donnons-lui le temps de se réformer. Et surtout prenons garde de ne pas pousser le curseur trop loin, et de risquer de faire basculer ce pays dans une guerre civile totale et dans un chaos dont il ne serait pas prêt de se relever. Avec toutes les conséquences que nous imaginons également pour l'équilibre géopolitique de la région.

Alors, que les croyants prient et que les responsables prennent leurs responsabilités ! Pour que, tout en sortant de la spirale de violence, ce pays en vérité avance. Vers cet avenir de paix et d'espérance auquel il aspire tant. Et depuis si longtemps.

Fait à Bordeaux,
le dimanche 11 déc. 11
Kolbe GAUTHIER
Etudiant en médecine

De l'Urgence

Suite de la page (20)

petits Haïtiens a été confiée à l'église catholique. C'est ce que j'appelle le premier moment de la contre-révolution. Le Christianisme qui avait jusque-là soutenu et encouragé les vols, les viols, les massacres, les pillages, les génocides perpétrés par les Européens contre les peuples de l'Amérique, allait au fur et à mesure replacer la chaîne de l'esclavage dans le mental de notre peuple. Nos grands parents qui venaient de chasser l'armée napoléonienne du territoire, ne savaient pas que les militaires étaient moins dangereux que les idéologues ; les prêtres, les professeurs, quant à l'abêtissement - asservissement de plusieurs générations d' Haïtiens depuis 1804.

Nous venions de remporter la bataille politique, économique et militaire. De leur côté, ils commençaient au même moment de poser les balises pour une bataille idéologique et intellectuelle qu'ils ont fini par gagner. Aujourd'hui, ils n'ont pas besoin d'intervenir pour nous vaincre. Ceux qu'ils ont formés se sont montrés aptes à faire le travail. Ce ne sont plus les étrangers qui dénigrent notre culture, notre mythologie, notre histoire, notre langue, notre couleur, la tache est confiée à d'autres Haïtiens. Nous devrions reconnaître que leur formule a été efficace. Ils ont repris le contrôle du territoire, *sans un coup de fusil*, comme dirait Serge Beaulieu.

Nous ne parlons pas d'une infime minorité d'Haïtiens dans cette situation, il s'agit de la majorité, au rang de laquelle on retrouve des illettrés comme des intellectuels, des politiques comme des religieux, des gens du peuple comme de la bourgeoisie, des mulâtres comme des noirs foncés, des fils de *Gòldenbè* comme des fils de *Sò Yèt*, des réactionnaires comme des militants. Le pire, c'est que pour la plupart, ils se trompent de bonne foi. Il suffit de leur parler un instant pour voir à quel point ils aiment leur pays. Les rescapés de ce génocide mental fomenté par l'école des anciens colons, sont peu nombreux et disposent de peu de moyens pour permettre à cette grande majorité d'accéder à la lumière.

La contribution d'Haïti à la modernité est à inscrire dans la panoplie de l'apport des autres peuples dans la longue marche de l'histoire de l'humanité. Émergée d'un système d'exploitation de l'homme par l'homme, *Ayiti* fut pendant longtemps le cobaye principal dans une expérience moderne de l'esclavage. Une expérience brutale, sanguinaire et criminelle qui s'est révélée néfaste à cause des moyens utilisés par la France en vue d'une meilleure exploitation de cette force de travail. Rien ne fut écarté comme outils répressifs ; torture, exécution, conversion, pour pousser la machine à fonctionner à plein régime, et certaines fois, au-delà.

De cette situation inhumaine apparût la notion de *Liberté* ; fer de lance impitoyable, qui sert aujourd'hui de prétexte aux puissances militaires du monde pour intervenir dans les pays du Sud à d'autres fins.

[Ndlr]. **ERRATA**. Les lecteurs ont pu noter dans les quatre premières parties de cet article une erreur grammaticale qui s'est glissée dans le sous-titre. Il fallait lire : «**L'une** des rares denrées encore exploitables… », au lieu de : «**L'un** des rares denrées…».

Suite de la page (3)

la Croix-des-Bouquets ont procédé à sa libération et 3 présumés kidnappeurs appréhendés.

Le jeudi 8 décembre écoulé, un homme d'affaire, banquier et une femme, médecin ont été enlevés par des ravisseurs. Les kidnappeurs ont réclamé de très fortes sommes entre 300.000 à un million de dollar pour leur libération.

Après deux jours, le samedi 10 décembre, ils ont été libérés finalement contre une importante somme d'argent. Toutefois les autorités gouvernementales et de sécurité publique se sont entendues pour demander aux responsables des médias de ne pas divulguer les informations relatives à ces deux cas, soi-disant pour protéger la vie des personnes concernées. Elles ont aussi refusé de dévoiler l'identité des victimes. « Nous souhaitons que la presse ne divulgue pas les noms des personnes enlevées pour laisser le temps de négocier leur libération ». a répondu un autre responsable de banque de la place à un journaliste d'une agence en ligne.

Le vendredi 9 décembre, dans la banlieue de Martissant, une personne dont l'identité n'a pas été révélée, a été lâchement assassinée au volant de son véhicule. Le porte-parole de la PNH, Gary Desrosiers a aussi fait savoir que, durant la période allant du 16 au 30 novembre 2011, 65 personnes ont été appréhendées par les forces de l'ordre pour leur implication présumée dans des actes criminels dont des meurtres, tentatives d'assassinat et associations de malfaiteurs. Certains disent le phénomène de l'insécurité, du banditisme et des tensions qui règnent dans des quartiers populaires de la capitale sont liés directement aux problèmes sociaux économiques et politiques, pour lesquels, le pays a toujours vécu, surtout durant la période des fêtes de fin d'années.

Suite de la page (13)

December 24, 2010 http://www.alternet.org/story/149317/

The Inhumane Conditions of Bradley Manning's Detention By Glenn Greenwald Salon December 15, 2010 http://www.salon.com/news/opinion/g…

Notes

[1] **Glenn Greenwald** est un avocat, auteur et blogger états-unien. Il intervient sur le blog Salon.com où il traite de questions politiques et juridiques. Il est fait référence ici à un article publié le 15 décembre 2010 intitulé « The inhumane conditions of Bradley Manning's detention » [Les conditions inhumaines de détention de Bradley Manning].

[2] Whistleblower signifie littéralement « celui qui siffle ». C'est quelqu'un qui avertit les autres sur une situation qu'il estime anormale, injuste, éventuellement contre l'avis de sa hiérarchie. Contrairement au délateur, le « lanceur d'alerte » avertit contre une menace mettant en danger la communauté. [ndlr. Un « whistleblower» est une personne qui vend la mèche].

Dernières nouvelles :

Selon le Monde.fr, la première audience pour Bradley Manning est fixée au 16 décembre

Il comparaîtra devant la justice militaire le 16 décembre à Fort Meade dans le Maryland.

Première étape avant la cour martiale, cette audience, qui intervient dix-huit mois après son arrestation, est «similaire à un grand jury civil, avec des droits supplémentaires pour l'accusé», selon un communiqué de l'armée de terre à Washington.

Il est accusé en particulier de «collusion avec l'ennemi», «diffusion de renseignements militaires», «publication sur Internet de renseignements en sachant qu'ils seront accessibles à l'ennemi» ainsi que «fraude et violation du règlement militaire», détaille l'armée dans ce communiqué et risque la prison à vie.

Rezo.net 10 décembre 2011

A Noël

Suite de la page (20)

JMG : Oui, certaines personnes t'ont reprochée que le livre ne soit pas davantage axé sur la religion.

MN : Oh, cela a été très discret. Là-dessus, je crois que Francklin Armand et moi, nous sommes très clairs. Nos points communs sont énormes, la révolte devant la misère imposée, l'exigence de justice. Mais j'ai cependant parlé religion. Le premier chapitre, par exemple. Il faut dire que j'ai été très touchée par ce souvenir de Francklin très jeune frère qui un soir de Noël, va avoir une révélation. Qu'il doit aller au milieu des paysans si méprisés encore en Haïti pour transformer leur quotidien.

JMG : Comment en est-il venu à te raconter cela ?

MN : Ce fut encore mieux que raconter un souvenir… Nous étions à Pandiassou (près de Hinche), en 2007. Il pleuvait comme il sait pleuvoir sous les Tropiques, une cataracte tiède et bruyante. Nous étions assis sous la véranda. Et soudain je lui dis : C'est impossible que tu n'aies gardé aucune archive ! Tu n'aurais pas même un petit bout de papier…Il part dans sa chambre et revient avec une boîte à chaussures qui n'avait pas été ouverte depuis longtemps. Je raconte tout cela dans le livre ; ce fut pour moi un moment d'intense jubilation : j'ai découvert un document que je reproduis intégralement. Sept pages. Et ô bonheur juvénile, que le premier biographe n'avait pas découvert. J'ai vécu cette après-midi-là l'exaltation des archéologues. Et Francklin avait lui aussi oublié ce texte. Je le lui ai relu en entier : en ce Noël 74, il « voit » ce qu'il va mettre trente ans à réaliser. Mais tout y est, tout est tracé. Ne reste plus qu'à le réaliser. Et alors quel travail, quelles luttes, quelles souffrances, quels bonheurs !

JMG : Tu présentes l'œuvre accomplie comme une sorte de métaphore. Tout Haïti peut être transformée comme il l'a fait pour Pandiassou.

MN : Oui, et j'ai essayé de montrer par des photos et des chiffres les réalisations. Malgré les difficultés immenses. Plusieurs fois tout est retombé à zéro, surtout au moment des deux coups d'Etat contre le Président Aristide, en 1991 et 2004.

JMG : Et quelles sont les réalisations les plus spectaculaires ?

MN : Incontestablement celles des lacs collinaires. J'ai pu inclure une interview d'un spécialiste à ce sujet. Car j'ai voulu le livre le plus collectif possible et j'ai pu retrouver des gens qui avaient travaillé avec Francklin à des époques différentes et qui ont bien voulu m'apporter leurs connaissances techniques.

JMG : Ces lacs artificiels vont sûrement bouleverser la fatalité, en Haïti comme ailleurs.

MN : Sûrement, à condition qu'on veuille bien en prendre connaissance. Tout dernièrement à Paris, j'ai été stupéfaite une fois de plus de constater combien de gens ne veulent pas voir ce qui se fait de positif en Haïti. Oui, les lacs collinaires sont sûrement la réalisation



Ce livre « Danser avec la vie » raconte l'histoire et l'œuvre époustouflante de Frère Francklin ARMAND et de sa fondation à Pandiassou

la plus prestigieuse. Moi, forcément, j'ai été encore plus touchée par tout ce qui se rapportait aux enfants ; l'éditeur a eu le courage de mettre de nombreuses photos dans ce livre. Et Francklin m'a donné toutes les permissions. Et je suis surtout touchée par une photo du tout début, deux fillettes vêtues très pauvrement ; elles sont très belles, l'une, sous son chapeau très abîmé, a l'allure d'une reine. Elle a peut-être six, sept ans. J'ai demandé à la retrouver ; ce fut impossible ; mais j'ai eu le bonheur de voir tous les enfants actuels de Pandiassou, dans leurs uniformes d'école bien repassés, aller à l'école, manger à leur faim, aller au collège, au lycée et même à la faculté. Car il y a tout cela dans le petit Pandiassou et même un hôpital, une maternité…Et tout cela réalisé par des Haïtiens sans une ONG internationale pour les aider…ou les encombrer…

JMG: Les encombrer?

MN : Oui. Pour essayer d'être le plus fidèle à la pensée de Francklin, je suis aussi dans le livre. Pour ne pas le trahir, je me suis montrée. Discrètement mais clairement. Ce qu'il y a de formidable en FFA, c'est qu'il sait écouter tout le monde en restant lui-même et parler avec tout le monde, pauvres ou trop riches, sans renoncer jamais à sa liberté. Ce trait de caractère m'a beaucoup plu.

JMG : Que peut-on souhaiter maintenant ?

MN : Dans le pays, que son travail en engendre des myriades d'autres. Et pour le livre, qu'il soit davantage diffusé. On vient de m'écrire qu'il n'est dans aucune librairie en Haïti. Mais souvent un livre n'est pas en librairie, non par la faute de l'éditeur, mais parce qu'il dérange, qu'il est à contre-courant. Il faut donc l'aider…

JMG : Merci Mireille NICOLAS !

Oui, à Noël, grâce aux éditions Nestor allons « danser avec la vie » !

Jean-Marie GAUTHIER
Conseiller Principal d'Education
Au LPP de Blanchet
(à Gourbeyre)

N.B. *il est à noter que Willy NESTOR projette d'aller en Haïti en mars 2012 pour y installer une antenne de ses éditions. Puis au Canada en mai 2012 dans le même but ! Signalons également que le livre est en vente à New York à la librairie Grenadier, située au 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210, Tel 718-421-0569*

A Noël… Osons « DANSER AVEC LA VIE » !

Par Jean-Marie GAUTHIER

J.-M.G. : Les Editions NESTOR (dont le siège est en Guadeloupe) où Danser avec la vie a été publié, sont arrivées en France. Une grande après-midi à Sarcelles près de Paris, le samedi 19 novembre dernier, a montré la volonté de l'éditeur de faire connaître ailleurs que dans la Caraïbe le travail de Frère Francklin ARMAND en Haïti. Mireille NICOLAS, auteur de Danser avec la vie, a bien voulu répondre à nos questions.

M.N. : Oui, c'est un effort méritoire. Et difficile. Car il y a sans cesse tant de mensonges ou de non-dits sur Haïti. J'ai depuis des années l'impression que des forces écrasantes et souvent extérieures au pays le privent de plus de lumière et de justice. C'est pourquoi en politique comme dans l'édition les problèmes semblent si gros. Et pourtant Haïti est unique dans sa richesse de productions artistiques, peinture et littérature. Cela, tout le monde le sait. On connaît moins les recherches sur le terrain et les investissements sociaux.

JMG : Est-ce pour cette raison que tu as voulu travailler sur FFA (Frère F. Armand) ?

MN : Je n'avais pas l'outrecuidance de penser que FFA avait besoin de moi pour se faire connaître. Il n'en reste pas moins que je suis étonnée que ni dans son pays ni dans la diaspora haïtienne il n'a la place qu'il mérite. Mais je crois que c'est parce qu'il dérange par sa liberté, ses prises de position.

JMG : Veux-tu parler de convictions politiques ?

MN : Non, ce n'est pas exactement cela. FFA est un homme d'église et il ne pense pas qu'un homme d'église doive comme on dit « faire de la politique ». Il n'en reste pas moins qu'il sait très bien que tout est politique et que son choix à sortir les pauvres d'une misère qu'il considère comme indigne et révoltante mène toutes ses conduites.

JMG : Et c'est cette marche, cette démarche que tu as voulu montrer dans Danser avec la vie ?

M.N. : Essayer de faire la biographie d'une personne, sa vie, son œuvre surtout puisqu'elle est sa vie. Cette recherche m'a passionnée. Il y avait déjà sur lui un livre et un film. Le deuxième film est venu en même temps que j'achevais le livre, celui de Lise Gantheret (du Canada), où elle dresse un parallèle entre FFA et Jacques-Stephen Alexis. Il me semble qu'elle, comme moi, nous avons voulu montrer au ras du sol les réalisations prodigieuses accomplies par FFA sur la terre d'Haïti. Tout en sachant que toute l'aspiration de Francklin est verticale, ce que j'ai voulu montrer c'est comment elle se réalise horizontalement pour le plus grand bénéfice humain.

Suite à la page (19)

De l'Urgence de promouvoir la Culture en Haïti

5e Partie

Comment revendiquer notre contribution à la modernité ?



La troupe Bacoulou

By Prince Guetjens

Critique d'art

Toute la question est là, en étant ce que nous sommes devenus à cause de la lâcheté des uns et de l'ingratitude des autres, comment pouvoir revendiquer quoique ce soit comme contribution à la modernité ? On se retrouve dans une situation aujourd'hui, où il nous est presque impossible de blâmer qui que soit, quant au sort qui nous est infligés.

On peut toujours critiquer le comportement rétrograde et inhumain de l'Occident vis-à-vis de notre pays, qui, pendant tout le 19è siècle, représentait un phare dans toute la région caraïbéenne. Notre pays était un lieu de rêve, un ailleurs défini convoité où les habitants de la région caressaient l'envie de passer le reste de leur vie. Les visiteurs arrivaient de partout pour se prosterner devant notre histoire, nos monuments, nos citadelles. Ce qui raffermissait notre fierté. Mais, force est de souligner que les « *pays amis d'Haïti* », syllogisme utilisé pour désigner les anciennes puissances esclavagistes qui ne pardonneront jamais au peuple haïtien son insolence d'avoir renversé le statut quo ante politico-économique mondial au début du 19è siècle- ont cassé cette dynamique avec l'occupation de 1915.

On peut tout aussi bien dénoncer la traîtrise et le reniement de frères dénaturés issus de toutes les catégories sociales ayant courbé l'échine par lâcheté ou par avarice en travaillant au détriment des intérêts fondamentaux de la nation. On aura beau les blâmer pour ces fautes impardonnables, mais ils finiront toujours par bénéficier de circonstance atténuante, quand on sait à quelle école ils ont été formés, à quelle moule ils ont été modelés.

Au lendemain de l'indépendance et de ce que les détracteurs du père de la nation appellent « *le massacre des Français* » - comme si ces derniers n'avaient pas massacré nos grands parents pendant près de trois cents ans - l'éducation des

Suite à la page (19)